

Discours du budget

2014 - 2015

TERRITOIRES DU NORD-OUEST

M. J. Michael Miltenberger

Ministre des Finances

**Cinquième session de la
dix-septième Assemblée législative**

Le 6 février 2014

INTRODUCTION

Monsieur le président, dans 54 jours, nous assumerons la responsabilité de la gestion de nos terres, de nos eaux et de nos ressources. Il ne reste que 605 jours au mandat de la 17^e Assemblée législative. Alors que la plupart des gouvernements feraient le point, nous relevons de nouveaux défis et accueillons de nouvelles possibilités.

Il y a deux ans, la présente Assemblée législative a entrepris de restaurer l'équilibre budgétaire, de protéger les programmes et les services, ainsi que de financer les investissements dans l'infrastructure de manière responsable. Nous y sommes parvenus dans les deux derniers budgets, en réduisant la croissance des dépenses de moitié par rapport à leur niveau d'il y a cinq ans. En ce début de la troisième année de notre plan financier, nous avons prouvé qu'en travaillant ensemble pour gérer les pressions en matière de dépenses associées aux programmes et aux services, nous pouvons atteindre nos objectifs budgétaires en dépit du ralentissement de la croissance des recettes.

Grâce à cette discipline, nous jouissons d'une saine situation budgétaire nous permettant d'assumer les nouvelles responsabilités associées aux programmes de gestion des terres, des eaux et des ressources qui seront transférées par le Canada, d'investir dans les priorités que nous avons déterminées il y a deux ans pour répondre aux besoins en matière de logement, pour nous attaquer à la pauvreté et aux toxicomanies, ainsi que pour soutenir le développement de la petite enfance. Nous avons atteint notre but d'augmenter notre plan d'immobilisations de 100 millions de dollars en deux ans, afin d'investir dans des infrastructures stratégiques qui feront croître notre économie.

Le budget 2014-2015 témoigne de cette approche coopérative soutenue qui trouve un juste milieu entre la discipline budgétaire et les priorités urgentes de la présente Assemblée législative. J'aimerais remercier les députés pour leur assistance dans la préparation du présent budget.

Ces investissements représentent des choix difficiles entre le financement des priorités de programmes et le financement de l'infrastructure. Pour ce qui est de l'avenir, nous persévérerons dans ces choix judicieux qui permettent de maintenir la viabilité budgétaire, tout en continuant encore d'offrir les programmes de qualité auxquels les résidents s'attendent et de faire des investissements dans l'infrastructure pour favoriser la croissance économique.

PERSPECTIVE ÉCONOMIQUE

Nos choix judicieux en matière de priorités s'avèrent encore plus cruciaux, alors que nous prévoyons investir dans les infrastructures indispensables au renversement de notre réalité budgétaire, ce qui favorisera la croissance économique.

La croissance économique spectaculaire de la dernière décennie a fait place, depuis la récession, à une croissance inférieure à la moyenne. L'économie des Territoires du Nord-Ouest (TNO) n'a connu de croissance que durant deux des cinq dernières années et nous prévoyons une croissance modeste en 2013. Pour l'année 2014, toutefois, nos perspectives de croissance sont plus positives, en raison de l'accroissement des activités d'exploration de l'industrie des ressources, des travaux de construction préliminaires d'une nouvelle mine de diamants, ainsi que de la construction de la route reliant Inuvik à Tuktoyaktuk et du lien par fibre optique de la vallée du Mackenzie. Tous ces éléments sont indicateurs d'un renforcement de l'assise économique.

Bien que le niveau d'emploi et les revenus des résidents se soient maintenus à un niveau honorable, les retombées de l'affaiblissement de la croissance économique sont des plus visibles dans notre baisse de population. En 2013, l'augmentation naturelle de notre population n'a pas suivi le rythme du nombre de personnes quittant le territoire pour saisir des occasions ailleurs. À moyen terme, une stagnation ou une baisse de population réduit la croissance économique et notre capacité de financer des programmes et des services essentiels pour les gens du Nord.

Pour réussir à endiguer cette tendance, nous devons faire les choses différemment.

Le transfert des responsabilités constitue un pas très important dans la bonne direction. Nous entamons un nouveau type de relation avec les entreprises de l'industrie des ressources, car les décisions qui étaient prises auparavant à Ottawa le seront désormais par le gouvernement territorial, lequel rend des comptes aux résidents des TNO. Nous attendons avec impatience d'assumer la responsabilité de la gestion des terres, des eaux et des ressources ténoises. Nous prenons cette responsabilité très au sérieux. De concert avec nos partenaires autochtones, nous nous apprêtons à créer un Conseil des affaires intergouvernementales, afin de continuer à aller de l'avant dans notre gestion des terres et des ressources. À titre de gouvernement, nous sommes déterminés à établir, avec le secteur privé, un partenariat solide et sous le sceau de la coopération, du respect et de la confiance mutuels, afin de créer un environnement où le plein potentiel des nombreuses ressources des TNO est exploité de façon durable, afin de veiller à ce que les résidents et les collectivités des TNO bénéficient d'une prospérité stable.

Notre avenir économique repose également sur notre aptitude à établir l'infrastructure nécessaire pour soutenir les industries d'aujourd'hui et de demain, ainsi que pour protéger notre environnement. Les infrastructures énergétiques qui diminuent les coûts, augmentent la fiabilité des systèmes et réduisent les retombées sur l'environnement serviront de pierre d'assise à notre transformation économique. Les infrastructures de communications qui changent la façon dont nous transmettons et utilisons l'information permettront de diversifier l'économie en lui ajoutant le secteur des industries du savoir. Les routes praticables en tout temps facilitent le transport des gens et des biens entre les collectivités, tout en réduisant les coûts des affaires. Pour attirer les travailleurs spécialisés dont nous avons besoin pour renforcer et diversifier notre économie, les infrastructures communautaires de qualité, dont le logement, sont indispensables. Les

infrastructures qui ouvrent de nouveaux marchés, transforment les projets auparavant peu rentables en possibilités de croissance et aident nos collectivités à devenir prospères, sont l'élément clé d'une économie durable qui concilie le développement économique et le respect de notre environnement.

Notre avenir financier est étroitement lié à nos perspectives économiques et à une saine croissance démographique. Pour être en mesure de saisir les possibilités économiques lorsqu'elles se présentent, notre situation financière doit être en règle.

STRATÉGIE BUDGÉTAIRE

Notre stratégie budgétaire repose sur notre engagement de respecter notre politique de gestion responsable des finances, d'obtenir des excédents de fonctionnement pour financer au moins la moitié des dépenses en immobilisations prévues et de limiter les paiements de service de la dette à 5 pour cent des recettes totales. Dans le cadre de cet engagement, nous continuons de nous concentrer sur l'objectif de disposer d'un pouvoir d'emprunt d'au moins 100 millions de dollars à la fin de la 17^e Assemblée législative. Ce pouvoir d'emprunt importe plus que jamais, car cette année nous a rappelé la possibilité des risques de détérioration des recettes fiscales.

Pour l'exercice 2013-2014, les estimations des recettes fiscales provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers et de l'impôt des sociétés sont toutes deux inférieures aux prévisions du budget de 2013-2014. Pour la période ultérieure à 2014-2015, les prévisions sur ces recettes fiscales ont été réduites d'un montant combiné de 30 millions de dollars.

Nous sommes également conscients des risques que posent le ralentissement de la croissance économique et la baisse démographique pour la subvention de la formule de financement des territoires, qui représente la plus grande partie de nos recettes. Au cours des cinq prochaines années, nos prévisions sur la faible croissance démographique aux TNO et les réductions des dépenses des gouvernements provinciaux indiquent que la croissance de la subvention atteindra une moyenne de 2,3 pour cent par année, soit moins de la moitié que celle que nous avons connue au cours des cinq dernières années et moins d'un pour cent de plus que les prévisions du taux d'inflation.

La méthode la plus efficace de stimuler nos recettes est de faire croître notre économie et notre population, d'augmenter les revenus dont disposent les résidents des TNO et de ralentir l'exode des résidents vers d'autres provinces ou territoires. Par conséquent, ce gouvernement entreprend une initiative visant à augmenter la population ténnoise de 2 000 personnes au cours des cinq prochaines années. Au nombre des questions préoccupantes, mentionnons les centaines d'emplois vacants aux TNO, le taux élevé et permanent des travailleurs habitant à l'extérieur des TNO, le besoin d'améliorer les résultats du programme des candidats immigrants, ainsi que le besoin qu'un plus grand nombre de nos étudiants de niveau postsecondaire reviennent vivre et travailler au territoire après avoir obtenu leur diplôme. Nous sommes déjà en train de discuter de cette initiative avec d'autres gouvernements et le secteur privé et nous entendons travailler avec l'ensemble des gens du Nord pour qu'elle réussisse.

En même temps, nous continuons de fournir des programmes de formation aux personnes qui sont déjà ici. Nous effectuerons aussi un examen de nos programmes

d'éducation aux adultes et d'éducation postsecondaire, pour veiller à ce que les résidents des TNO possèdent les compétences leur permettant de réussir à décrocher des emplois, et ce, présentement et plus tard.

Pour générer les surplus nécessaires au financement des infrastructures qui stimuleront la croissance de l'économie, il est essentiel de faire preuve de discipline dans la gestion de notre budget de fonctionnement. Nous exerçons peu de contrôle direct sur nos recettes, mais en contrôlant la croissance de nos dépenses, nous pouvons assurer la viabilité budgétaire à long terme. Cette stratégie nous a procuré la marge de manœuvre financière pour investir, de concert avec le gouvernement fédéral, dans la construction de la route reliant Inuvik à Tuktoyaktuk. Elle a également permis au GTNO de financer la construction du lien par fibre optique de la vallée du Mackenzie et les rénovations majeures de l'Hôpital territorial Stanton, dont on s'attend à ce qu'elles coûtent 350 millions de dollars, en plus du plan d'immobilisations approuvé.

Si on se tourne vers l'avenir, toutefois, notre capacité de tirer davantage parti des projets à coûts partagés dans le cadre du nouveau Plan Chantiers Canada, dont ceux qui avantageraient les administrations locales ou, encore, des possibilités de partenariats privés pour faire avancer la route de la vallée du Mackenzie, est remise en question par des pressions contradictoires. Sur le plan budgétaire, nous sommes partagés entre le besoin de redresser notre déficit infrastructurel de 3 milliards de dollars et la pression continue d'élargir les programmes et services, ainsi que d'instaurer de nouvelles initiatives. La réduction des recettes signifie que les choix judicieux ne suffiront pas pour continuer dans la voie de la viabilité budgétaire que nous avons adoptée et nous sommes prêts à emprunter de manière responsable afin de faire des investissements stratégiques dans les infrastructures.

Comme le prouvent la cote de crédit Aa1 que nous a accordée Moody's Investors Service et nos frais de service de la dette qui s'élèvent à moins d'un pour cent des recettes, nous avons des antécédents de saine gestion financière. Notre discipline budgétaire prouve que nous sommes capables de gérer notre propre situation financière. Elle appuie l'argument que nous sommes capables de gérer notre dette, advenant que notre plafond d'emprunt soit augmenté. Nous ne demandons pas la charité, seulement la latitude financière et les outils nécessaires pour bâtir notre territoire. Nous négocions auprès du gouvernement fédéral une augmentation d'un milliard à notre plafond d'emprunt, pour être capables de saisir les occasions de transformer le potentiel économique de ce territoire en faisant des investissements cruciaux dans l'infrastructure, comme le projet d'agrandissement du réseau de transmission électrique et le tronçon Wrigley-Norman Wells de la route de la vallée du Mackenzie.

Monsieur le président, les recettes d'exploitation des ressources n'ont pas modifié notre stratégie budgétaire, parce que nous partons du principe que les recettes d'exploitation des ressources découlant du transfert des responsabilités ne serviront pas à payer nos programmes et nos services. Lors des consultations budgétaires que nous avons menées à l'automne dernier, ce principe a obtenu un appui écrasant.

Selon notre plan financier, cinq pour cent des recettes d'exploitation des ressources seront versés au Fonds du patrimoine. Le reste des recettes suffira donc à un investissement important pour réduire le déficit infrastructurel dans l'immédiat. Les générations actuelles et futures pourront également utiliser les routes, les hôpitaux et les

infrastructures énergétiques, de même que des avantages économiques qui découleront d'une économie ténnoise croissante mais durable.

Si la présente Assemblée législative décide d'adopter une approche différente, nous devons changer la stratégie budgétaire, ce qui signifie réduire notre plan d'immobilisations, ainsi que modifier nos programmes et services. Cela nous empêchera aussi de participer pleinement à des programmes d'infrastructure qui feraient croître notre économie, comme le projet Corridors pour le Canada III du nouveau Plan Chantiers Canada. Nous devons aussi faire preuve de souplesse dans notre planification financière, car les recettes d'exploitation des ressources sont très fortement corrélées aux fluctuations du prix des produits de base et à des décisions opérationnelles qui échappent à notre contrôle.

POINTS SAILLANTS DU BUDGET

Monsieur le président, l'élément le plus remarquable de notre budget de 1,612 milliard est la somme de 59 millions de dollars qui servira à administrer nos nouveaux programmes et services de gestion des terres, des eaux et des ressources. Elle proviendra d'une augmentation de 67 millions de dollars à la base de dépenses brutes de la subvention de la formule de financement des territoires et augmentera chaque année, au même taux. Après les ajustements, nous disposerons d'une marge d'environ 9 millions de dollars pour financer les dépenses imprévues associées à la mise en œuvre du transfert des responsabilités et aux pressions découlant de la croissance économique.

Nos nouvelles responsabilités s'accompagnent de nouvelles recettes. À compter de 2014-2015, nous percevrons des recettes de l'exploitation des ressources naturelles aux TNO et ce budget estime que les recettes brutes provenant de l'exploitation des ressources s'élèveront à 120 millions de dollars. Toutefois, la moitié des recettes brutes de 2014-2015 seront contrebalancées par les prochaines subventions de la formule de financement des territoires et nous partagerons 25 pour cent du solde fiscal qui s'ensuivra avec les gouvernements autochtones. À des fins de planification, ce budget comprend une part du solde fiscal revenant aux gouvernements autochtones correspondant à 15 millions de dollars. Toutefois, le montant réel sera déterminé à la fin de 2015, lorsque les recettes d'exploitation des ressources de l'exercice 2014-2015 seront perçues et que le solde fiscal de cet exercice sera calculé.

Le transfert des responsabilités constitue la raison la plus importante de l'augmentation de 146 millions de dollars, ou 10,0 pour cent, des dépenses dans ce budget. Cependant, nous avons choisi de consacrer 27 millions de dollars à de nouveaux investissements dans la santé et l'éducation, ainsi qu'à augmenter les possibilités économiques. La portion restante de 3 pour cent de l'augmentation des dépenses comprend 54 millions de dollars pour les coûts salariaux grandissants et d'autres pressions de croissance forcée pour les programmes existants, ainsi que 24 millions de dollars pour d'autres ajustements et amortissements. Cette augmentation sera partiellement contrebalancée par la somme de 34 millions de dollars non déboursés pour des programmes temporisés.

Ces dépenses seront financées par des recettes totalisant 1,846 milliard de dollars, ce qui laisse un excédent de fonctionnement de 200 millions de dollars, après avoir tenu compte des contributions à l'infrastructure et de l'entretien différé. Conformément à notre

politique de gestion responsable des finances, nous utiliserons l'excédent de fonctionnement pour financer les dépenses en immobilisations de 223 millions de dollars qui ont été approuvées par la présente Assemblée législative pour 2014-2015. Le manque à gagner augmentera nos emprunts à court terme de 236 millions de dollars. Cela fait passer le total des emprunts à 658 millions de dollars à la fin de 2014-2015 et laisse des possibilités d'emprunt de 142 millions de dollars.

RECETTES

Nous sommes déterminés à maintenir la stabilité du système d'imposition. Même si nous allons continuer d'ajuster l'impôt foncier et les droits en fonction de l'inflation dans la mesure du possible, ce budget ne comporte ni nouvelles taxes ni nouveaux impôts.

En excluant les augmentations des recettes découlant du transfert des responsabilités, nous prévoyons une hausse de 2,8 pour cent des autres recettes pour 2014-2015 par rapport au budget principal des dépenses de 2013-2014, car les modestes augmentations des transferts du gouvernement fédéral sont presque entièrement contrebalancées par une baisse des recettes provenant de l'impôt sur le revenu.

Malgré la baisse des recettes provenant de l'impôt sur le revenu, augmenter le fardeau fiscal des particuliers ou des entreprises serait faire preuve d'imprudence financière. Nos assiettes financières sont trop petites pour générer les recettes dont nous avons besoin pour offrir des programmes et services comparables à ceux des provinces. De plus, les trois quarts de nos revenus dépendent des transferts fédéraux. Ces transferts fédéraux sont déterminés en partie par notre croissance démographique. Cela signifie que le risque que des augmentations de taxes et d'impôts puissent entraîner une baisse de population l'emporte sur l'avantage potentiel de recettes autonomes plus élevées. Pour ce qui est des investissements et du capital humain, nous sommes en concurrence avec d'autres provinces et territoires. Le mécanisme le plus direct d'augmentation des recettes fiscales consiste à accroître l'assiette fiscale en favorisant une croissance économique durable, en augmentant la population et en investissant dans des infrastructures économiques essentielles. Nous allons poursuivre dans cette voie.

DÉPENSES

Monsieur le président, en plus de tenir compte des nouvelles responsabilités qu'assumera le GTNO en matière de gestion des terres, des eaux et des ressources, ce budget comprend des investissements dans des stratégies qui permettront de s'attaquer à nos problèmes les plus criants de pauvreté, de toxicomanies, de développement de la petite enfance et de ralentissement de la croissance économique. En assumant la gestion de nos ressources et en s'attaquant directement aux problèmes qui entravent le potentiel de notre territoire, nous nous rapprochons de la vision de la présente Assemblée législative à l'égard des Territoires du Nord-Ouest, où la population, les familles et les collectivités fortes se partagent les bienfaits et les responsabilités découlant de l'union, de la viabilité écologique et de la prospérité du territoire.

Investir dans les nouvelles responsabilités

Pendant des décennies, le contrôle de la gestion des ressources naturelles a constitué un objectif de notre territoire et ce budget tient compte des ressources financières nécessaires pour assumer ces nouvelles responsabilités et obligations.

En tout, nous avons alloué 59 millions de dollars pour nous acquitter des nouvelles responsabilités et obligations énoncées dans l'entente sur le transfert des responsabilités qui entrera en vigueur le 1^{er} avril 2014. Notre planification budgétaire est prudente et comprend une marge de manœuvre financière pour financer les activités supplémentaires, encore imprévues à l'heure actuelle, qui seraient nécessaires à l'exécution des nouvelles responsabilités liées à la gestion des programmes sur les ressources. Les nouveaux fonds prévoient 27 millions de dollars pour créer un nouveau ministère de l'Administration des terres qui soutiendra, gèrera et administrera l'utilisation durable des terres publiques des TNO, ainsi que 32 millions de dollars pour financer les mandats et responsabilités supplémentaires des ministères existants. Le ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles recevra des fonds supplémentaires de 14 millions de dollars pour gérer les nouvelles responsabilités associées aux ressources hydriques, aux sites contaminés et à leur assainissement, à la planification de la conservation ainsi qu'à la surveillance des effets cumulatifs. Le budget du ministère de l'Industrie, du Tourisme et de l'Investissement sera augmenté de 13 millions de dollars, pour lui permettre d'assumer les responsabilités associées à l'exploration pétrolière et minérale, à l'exploitation et aux droits visant ces ressources, à l'administration du régime de redevances, aux consultations des Autochtones relativement à ces questions, ainsi qu'à l'encadrement du système de réglementation des TNO. La portion restante des fonds est affectée aux organismes centraux, leur permettant d'assumer les nouvelles responsabilités de gestion des avoirs et l'administration supplémentaire.

Ce transfert de programmes représente le dernier des transferts de responsabilités importants au GTNO. Nous avons des équipes qui possèdent de l'expérience dans les transferts de responsabilités liées à des programmes. Très compétentes et efficaces, elles collaborent étroitement avec leurs homologues du gouvernement fédéral, pour veiller à ce que notre objectif de réussir une transition harmonieuse se réalise le 1^{er} avril. À part le fait que leur responsabilité reviendra au GTNO et non plus à Ottawa, l'administration des terres, des droits concernant les eaux et des ressources naturelles ne connaîtra aucun changement spectaculaire. Nous nous engageons à instaurer un programme stable et transparent de gestion des terres, des eaux et des ressources naturelles, afin de favoriser un développement économique durable sur le plan environnemental.

Investir dans notre population

Monsieur le président, ce budget continue de soutenir nos populations les plus vulnérables : les enfants, les personnes qui vivent dans la pauvreté et les résidents qui souffrent de problèmes de santé mentale et de toxicomanies. Les investissements qui ciblent ces groupes vulnérables nous aideront à atteindre notre objectif visant une population en santé et à l'abri de la pauvreté.

Cela commence par les tout-petits, dont les possibilités d'avenir prometteur dépendent de conditions propices durant les premières années de leur vie, et pour qui ce gouvernement créera des prémamanes pour les enfants de quatre ans. La recherche

montre que le niveau de développement d'un enfant à l'âge de cinq ans peut prédire son avenir scolaire. Malheureusement, plus du tiers des enfants des TNO commencent l'école en accusant des retards de développement et d'état de santé importants et généraux. En créant des prématernelles gratuites pour les familles, nous consacrerons nos ressources là où elles auront les retombées les plus significatives. En commençant par une réallocation de 1,8 million de dollars en 2014-2015, des prématernelles ouvriront leurs portes dans les plus petites collectivités des TNO, où on a repéré les besoins les plus importants. L'objectif est de doter toutes les collectivités de prématernelles au cours des trois prochaines années, soit un coût permanent de 7,2 millions de dollars.

Outre cette étape de transformation, nous consacrons 2 millions de dollars à de nouveaux investissements dans des initiatives qui soutiennent d'autres volets du Cadre d'action sur le développement du jeune enfant. Ces fonds se répartissent comme suit : 511 000 dollars pour augmenter le nombre de professionnels compétents dans les domaines du préscolaire et des garderies qui travaillent au sein de programmes autorisés, au moyen de primes de rendement et d'incitatifs à la formation, et 1,5 million de dollars pour améliorer les services aux futures mères dans les collectivités, renforcer les programmes Familles en santé dans les régions et faire de la sensibilisation sur l'importance du développement durant la petite enfance.

Nous poursuivons aussi les initiatives pour élargir les services de sages-femmes, dont l'embauche de deux sages-femmes à temps plein à Hay River. L'investissement de 515 000 dollars de cet exercice correspond à la deuxième année d'un plan pluriannuel d'élargissement des services aux futures mères, ce qui fait passer le total de notre investissement à près d'un million de dollars.

Pour la présente Assemblée législative, l'adoption de mesures pour donner suite au Cadre stratégique anti-pauvreté constitue une priorité. Nous avons ajouté 2,6 millions de dollars au financement de mesures qui soutiennent ce cadre. Ce financement comprend un million de dollars pour fournir des aliments sains et nutritifs aux enfants et aux jeunes, par des programmes préscolaires, scolaires et parascolaires; 500 000 dollars pour subventionner les projets d'organismes non gouvernementaux et de gouvernements autochtones qui soutiennent le cadre; et 680 000 dollars pour aménager des logements de transition dans quatre collectivités où il n'existe pas de marché, afin d'aider les résidents qui trouvent difficilement à se loger et qui ne peuvent se prévaloir des autres programmes et possibilités de logements.

Nous donnons suite aux recommandations du Forum ministériel sur les toxicomanies et le mieux-être communautaire en ajoutant 2,6 millions de dollars aux fonds de 4 millions de dollars déjà prévus à ce budget en dépenses directes pour contrer les problèmes de santé mentale et de toxicomanies. Cela comprend 900 000 dollars pour établir des programmes de guérison dans la nature, offerts dans les collectivités et reposant sur les cultures et les traditions autochtones, et pour privilégier les pratiques exemplaires du traitement des toxicomanies. Le financement visant la santé mentale réserve aussi 500 000 dollars à l'établissement d'un programme de développement de la résilience chez les enfants et les jeunes, afin de soutenir les programmes communautaires visant leur développement mental et physique. Nos programmes de prévention et de dépistage précoce sont conçus pour favoriser le mieux-être et la guérison, ainsi que pour réduire le besoin des programmes de traitement à long terme.

Enfin, nous investirons 305 000 dollars dans l'élaboration et la mise sur pied d'un Tribunal spécialisé en mieux-être, à l'intention des clients qui souffrent de problèmes de santé mentale, de toxicomanies et de déficiences intellectuelles et qui ont des démêlés avec le système juridique. En offrant une approche novatrice du mieux-être et en réduisant les contacts avec le système juridique, nous contribuons à l'objectif des collectivités viables, dynamiques et sûres que la présente Assemblée législative veut atteindre. Pour contribuer au succès de ce tribunal, ce budget consacre 895 000 dollars à l'établissement d'un programme pilote de gestion coopérative des cas. Il est essentiel de supprimer les barrières entre les ministères et les organismes et d'adopter une gestion intégrée des cas pour les clients communs qui ont besoin de traitements pour des problèmes de santé mentale et de toxicomanies, pour améliorer l'expérience de ces clients lorsqu'ils transigent avec divers programmes sociaux et pour gérer les retombées communes.

Améliorer la prestation et l'efficacité des services

Monsieur le président, dans notre premier dialogue sur le budget tenu dix-huit mois auparavant, les résidents des TNO ont clairement indiqué qu'ils souhaitaient que nous obtenions de meilleurs résultats, en faisant mieux les choses dans nos programmes normaux, et de manière plus efficace. Nous sommes parvenus à financer les prématurées grâce à des économies réalisées dans d'autres programmes scolaires et nous réagissons avec des investissements, dans ce budget, pour améliorer la prestation des programmes destinés à nos résidents, tout en améliorant son efficacité et sa rentabilité.

Ce budget investit 790 000 dollars pour continuer la mise en œuvre du nouveau service d'intervention médicale Urgences-médic, qui fournira aux professionnels de la santé qui travaillent dans les collectivités des services de soutien clinique d'urgence à distance, et assurera le triage et la coordination des services d'ambulance aérienne des TNO. Des fonds de 1,36 million de dollars permettront aux administrations des services de santé et des services sociaux de se prévaloir de l'expertise du Centre de services technologiques en systèmes de partage de l'information. Nous réservons aussi 1,5 million de dollars à l'établissement d'un Centre de services aux systèmes informatisés, afin de regrouper les services de soutien technique offerts à l'ensemble du système de soins de santé et de services sociaux en ce qui a trait aux systèmes d'applications.

Nous réserverons près d'un million de dollars pour terminer la mise en œuvre des services financiers partagés, une initiative qui vise à améliorer l'orientation des services du GTNO, ce qui fournira plus de possibilités de carrière au personnel des Finances en région et améliorera l'efficacité et les délais au sein du ministère. Nous poursuivons aussi les travaux visant l'établissement d'un Centre de services d'approvisionnement partagés pour le 1^{er} avril 2014. En uniformisant les pratiques et les processus, il permettra aux ministères de se consacrer à la prestation des programmes, car il fusionnera les fonctions de soutien spécialisées dans la gestion de l'approvisionnement. Ces investissements poursuivent les initiatives de la dernière Assemblée législative visant à restructurer le gouvernement, afin d'améliorer l'efficacité des opérations gouvernementales.

Décentralisation : relocaliser les postes dans les collectivités

Monsieur le président, ce gouvernement continue de progresser vers son objectif d'augmenter les possibilités d'emploi là où les besoins sont les plus criants, en décentralisant les postes du GTNO. La phase 1 de cet objectif a commencé en 2013-2014, lorsque nous avons décentralisé 18 postes à l'extérieur de Yellowknife. La phase 2 débute en 2014-2015, alors que nous intégrons notre objectif de décentralisation dans l'organisation de l'après-transfert des responsabilités. Nous plaçons 52 nouveaux postes créés pour l'exécution des nouveaux programmes de gestion liés aux terres, aux eaux et des ressources dans les régions. De plus, 50 nouveaux postes d'administration d'autres programmes seront placés à l'extérieur de Yellowknife. La phase 3 commence également cette année. Elle consiste à dresser un plan à plus long terme, pour considérer les obligations, la capacité et les postes vacants existants dans les régions, ainsi que les retombées des dépenses gouvernementales. Rapprocher le gouvernement des gens qu'il sert permet non seulement d'améliorer la prestation des services, mais contribue aussi à mieux comprendre les besoins en matière de programmes.

Le GTNO s'affaire aussi à mettre en valeur la capacité dans les régions, en préparation à la décentralisation. Cela comprend une étude de planification des espaces de bureau, afin de pallier les pénuries potentielles à ce sujet, ainsi que d'investir dans le parc de logements. L'absence d'options de logement adéquates dans les collectivités où il n'existe pas de marché constitue une préoccupation de longue date et nos efforts pour localiser plus de postes gouvernementaux dans ces collectivités entraînent une demande encore plus élevée de logements. En 2014-2015, nous consacrons 7,5 millions de dollars à la première année d'un investissement de 22,6 millions de dollars échelonné sur trois ans pour ajouter 100 logements à louer aux taux du marché dans les plus petites collectivités des TNO, et jusqu'à 69 logements supplémentaires, au moyen de partenariats avec les collectivités ou des promoteurs privés. Dans les collectivités plus petites, la prestation des services se ressent souvent du fait que nous ne parvenons pas à recruter ou à retenir des personnes compétentes en raison du manque d'options de logement. L'ajout de nouveaux logements améliorera la prestation des programmes et pourrait faire réaliser des économies à long terme. Cet investissement s'additionne aux 5 millions de dollars que nous ajoutons déjà au budget des immobilisations 2014-2015 de la Société d'habitation des TNO pour des logements et qui fait partie des 10 millions de dollars que nous investirons au cours des deux prochaines années, pour améliorer la qualité de notre parc de logements sociaux.

Pour aplanir les obstacles dans les régions et assurer le succès de nos initiatives de décentralisation, nous recourons à des initiatives importantes du GTNO, comme la Stratégie de planification des effectifs et le Programme de recrutement pour les régions. Le Programme de recrutement pour les régions aide les ministères, les commissions, les conseils et les organismes à recruter des résidents des TNO pour pourvoir des postes vacants à l'échelle régionale. En outre, il contribue au succès des placements en fournissant de la formation en cours d'emploi pouvant durer jusqu'à une année.

Investir dans notre économie

Monsieur le président, la prospérité économique ne se traduit pas seulement par une réduction des pressions sur les programmes sociaux en aidant les gens à décrocher des emplois productifs et à faire des choix judicieux pour la santé. Elle détermine également notre capacité de financer les programmes et services sociaux. Si nous ne prêtons pas attention au ralentissement de notre croissance économique maintenant, nous compromettrons notre capacité de financer les programmes et services sur lesquels nos résidents pourront compter plus tard.

Ce gouvernement établit des partenariats avec les résidents des TNO et les entreprises, afin d'augmenter les possibilités économiques dans le secteur privé. L'année dernière, nous avons entrepris plusieurs initiatives concertées pour comprendre comment nous pouvons soutenir le mieux possible la mise en valeur des minéraux, augmenter les possibilités économiques dans d'autres secteurs et multiplier les sources d'énergie de remplacement, afin de réduire le coût de la vie et notre dépendance envers les combustibles fossiles. Ce budget investit dans les priorités qui ont émergé de ces initiatives.

Nous consacrerons 1,9 million de dollars à de nouveaux fonds donnant suite aux initiatives recommandées par la Stratégie d'exploitation des minéraux. Ce financement comprend 655 000 dollars pour fournir des données et des études plus précises et plus complètes dans le domaine des sciences de la Terre, 400 000 dollars pour créer le Programme de mesures incitatives sur les activités minières aux TNO, afin de susciter davantage d'exploration minière; et 200 000 dollars pour donner plus de visibilité aux TNO à titre d'endroit prometteur pour l'exploration minière et les investissements en matière de développement. Nous effectuerons aussi des études pour évaluer les possibilités d'améliorer l'accès à la province géologique de Slave, dont le potentiel minier est d'une grande richesse. Nous investirons dans le perfectionnement des travailleurs du secteur minier, en offrant notamment une formation d'aide de terrain dans le domaine des sciences de la Terre et en aidant les entreprises ténoises à trouver des possibilités d'offre de services d'approvisionnement à l'industrie minière.

Nous poursuivons les investissements qui veillent à ce que les activités d'exploration pétrolière et gazière dans le Sahtu se déroulent de façon durable pour l'environnement et soient bénéfiques pour les résidents et les entreprises de cette région. En plus de la somme de 1,2 million de dollars annoncée dans le budget de l'exercice précédent pour aider les résidents des TNO à se prévaloir des avantages de ces activités et à en atténuer les répercussions, nous ajoutons 742 000 dollars au budget de 2014-2015. Nos mesures comprennent un nouveau poste d'agent d'hygiène du milieu, l'amélioration de l'évaluation, de la surveillance et de l'atténuation des retombées sur l'environnement, ainsi que l'embauche de superviseurs d'entretien de la voirie et d'agents des transports, pour réagir aux débits de circulation accrus sur la route d'hiver de la vallée du Mackenzie en ajoutant des ressources humaines pour la surveillance et le respect de la loi.

Nous poursuivons notre travail de diversification de notre économie pour réduire la dépendance envers les ressources non renouvelables en consacrant 1,2 million de dollars en fonds nouveaux pour des initiatives à l'appui de la Stratégie sur les perspectives économiques. Ce travail comprend l'élaboration d'une stratégie agricole et de plans économiques régionaux. Les petites entreprises à l'extérieur des centres

régionaux bénéficieront de mesures d'aide directe leur permettant d'attirer des ressources humaines essentielles, grâce à un programme pilote de remise à l'intention de l'industrie du film et à un soutien accru de l'industrie du tourisme, dont l'établissement d'un bureau des congrès. L'exercice 2014-2015 correspondra aussi à la première année d'un investissement de 1,7 million de dollars sur deux ans, pour aider l'industrie de la pêche commerciale à tirer parti de la demande du marché commercial intérieur.

Toutefois, la prospérité et la croissance des industries et des entreprises locales ne peuvent se matérialiser à partir d'approches décousues. Elles exigent un changement fondamental de l'équation économique avec laquelle elles doivent composer. Et, dans un territoire d'une superficie de plus d'un million de kilomètres carrés, l'infrastructure constitue le meilleur mécanisme pour recalculer cette équation. Les infrastructures ouvrent de nouveaux marchés, réduisent les coûts et améliorent la productivité dans tous les secteurs.

Cette année, ce gouvernement a franchi le premier jalon de la réalisation du plus important projet d'infrastructure de notre histoire : une route praticable toute l'année dans la vallée du Mackenzie. Son premier tronçon, entre Inuvik et Tuktoyaktuk, reliera le Canada de l'Atlantique au Pacifique à l'Arctique. Ce partenariat avec le gouvernement fédéral entraîne non seulement des retombées de stimulation économique immédiate dont cette région a un besoin criant, mais présente également le potentiel d'une croissance économique à plus long terme.

Notre stratégie budgétaire prévoit tirer davantage parti des possibilités de partenariat d'investissements dans l'infrastructure, dans le cadre du nouveau Plan Chantiers Canada.

Nous anticipons aussi des possibilités de partenariats privés pour relier Norman Wells à Wrigley, advenant que la zone pétrolière du Sahtu se révèle exploitable. La vision d'une route traversant toute la vallée du Mackenzie ne se matérialisera pas en un jour, mais nous effectuons les démarches de réglementation présentement, afin d'être prêts à tirer parti de l'occasion de la faire progresser.

Des investissements judicieux dans l'infrastructure peuvent également stimuler la diversification vers de nouvelles industries, en transformant des difficultés comme la géographie en possibilités économiques. En tirant parti de l'emplacement d'Inuvik pour construire le lien par fibre optique dans la vallée du Mackenzie, on transformera la station-relais pour satellite d'Inuvik en station mondiale de réception des signaux de satellite. La connexion Internet à haute vitesse et fiable dans nos collectivités transformera la prestation des services et augmentera la portée des occasions pour les résidents, pouvant aller de la formation professionnelle au démarrage de petites entreprises. On prévoit commencer la construction du lien par fibre optique durant l'hiver 2015 et la terminer à l'été 2016.

La Société d'énergie des TNO commande une nouvelle installation de stockage de gaz naturel liquéfié (GNL) à Inuvik. Il s'agit de l'installation la plus au nord en Amérique du Nord et de la première en son genre dans le Nord canadien. Elle permettra de réaliser des économies et de protéger l'environnement. Nous prévoyons une augmentation de l'usage du GNL dans toutes les collectivités hors réseau dotées d'une jonction de route permanente et dans les régions pouvant avoir besoin d'une nouvelle capacité importante de génération d'énergie, comme le Slave Nord.

Cette année, nous terminerons également l'analyse de rentabilité sur un réseau de transport d'énergie intégré entre les systèmes hydroélectriques du Slave Nord et du Slave Sud, d'une part, et le réseau national, d'autre part. L'existence d'un réseau aux TNO stabilisera les coûts et les services. Ce réseau nous aidera à maximiser les avantages des installations hydroélectriques existantes et à réduire notre dépendance à l'égard des importations de diesel, de même que les émissions de gaz à effet de serre associées à ce carburant. C'est là une pierre angulaire de notre vision sur la distribution d'électricité échelonnée sur 20 ans qui, de concert avec le Plan d'action sur l'énergie, contribue à édifier un avenir prometteur sur les plans économique et environnemental pour notre territoire.

Investir dans notre environnement

La viabilité de notre environnement est indissociable de notre viabilité économique. L'air, la terre, l'eau, la faune et la flore sont les richesses sur lesquelles notre économie repose.

Monsieur le président, ce budget consacre 5,4 millions de dollars au financement d'initiatives relevant du Plan d'action sur l'énergie et visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre, en diminuant notre consommation de combustibles fossiles. Cela comprend la somme de 1,4 million de dollars pour terminer l'établissement des coûts et la conception du projet de ligne de transmission de 65 kilomètres qui raccorderait Whati au système hydroélectrique du lac Snare. Les fonds financeront une vaste gamme de projets d'énergie de remplacement, dont 450 000 dollars sur le biocombustible, 625 000 dollars sur l'énergie solaire, 100 000 dollars sur l'énergie éolienne et 700 000 dollars pour permettre à la Société d'énergie des Territoires du Nord-Ouest de poursuivre ses recherches sur les possibilités d'énergie renouvelable. Les collectivités, les entreprises et les résidents recevront également des fonds pour les aider dans la mise en œuvre de mesures d'efficacité énergétique et de projets d'énergie de remplacement, comme le chauffage au biocombustible à petite échelle.

Nous continuons à investir pour réduire les coûts des services publics des biens gouvernementaux, dont 700 000 dollars pour améliorer l'efficacité énergétique des logements sociaux. Le GTNO retire déjà des avantages découlant de ses investissements antérieurs en conservation de l'énergie dans le cadre du programme du fonds de rénovation des immobilisations et des projets en matière d'énergie renouvelable. En 2014-2015, nous réinvestirons dans ce programme les économies de 832 000 dollars réalisées grâce aux mesures de conservation de l'énergie et d'énergie renouvelable déjà mises en place. Ces fonds serviront à entreprendre de nouveaux projets qui contribueront à gérer notre future consommation d'énergie et à réduire encore davantage notre dépendance à l'égard des combustibles fossiles. À partir de 2011-2012, nos investissements dans la construction d'infrastructures nous ont aidés à reporter près de 1,5 million de dollars en coûts de fonctionnement annuels qui serviront à soutenir de futurs investissements relevant du programme du fonds de rénovation des immobilisations.

Les TNO gardent un rôle prépondérant dans le domaine du développement de la biomasse. Au début, nous avons l'intention de bâtir un marché. À l'heure actuelle, nous prenons part à des ententes sur l'aménagement des forêts avec les gouvernements autochtones. De concert avec une entreprise du Nord résolue, nous verrons l'édification de l'industrie de biomasse aux TNO, qui utilisera des ressources et une main-d'œuvre

nordiques, en partenariat avec les gouvernements autochtones. Cette industrie répondra à la demande dans le Nord, de même que du marché d'exportation en plein essor. La construction devrait commencer cette année.

Nous poursuivons aussi la mise en œuvre de la Stratégie sur la gestion des eaux des TNO, afin de protéger cet élément fondamental de notre mieux-être culturel, spirituel, économique et social. La gestion des eaux est une responsabilité partagée. Les accords transfrontaliers avec les autorités en amont sont essentiels pour contribuer à assurer que les eaux des TNO restent propres, abondantes et productives. Ce budget investit 655 000 dollars pour appuyer les négociations d'accords sur les eaux transfrontalières, afin de faire progresser le plan d'action de la Stratégie sur la gestion des eaux des TNO. Nous continuerons d'élargir les programmes de surveillance des eaux à l'échelle communautaire et d'élaborer un cadre de surveillance pratique sur les effets cumulatifs au sein des collectivités.

Le GTNO augmente également les initiatives visant à assurer l'autosuffisance du caribou de population boréale et la protection de son habitat essentiel. Ce budget comprend des fonds supplémentaires de 425 000 dollars en financement permanent pour la surveillance du caribou de population boréale et l'élaboration de plans de gestion de son habitat. La mise en œuvre de la Stratégie de gestion du caribou de la toundra comprend la pose de colliers émetteurs, en préparation au recensement des populations de toutes les hardes de caribou de la toundra en 2015, le soutien à une initiative multipartite visant à élaborer un plan de gestion de l'habitat de la harde de Bathurst, de même que l'élaboration d'un mécanisme de gestion à long terme de la harde.

REGARD VERS L'AVENIR

Lorsqu'on se tourne vers l'avenir, il est utile d'imaginer le verdict des membres de la prochaine génération sur nos réalisations d'aujourd'hui. Diront-ils que nous leur avons fourni une bonne éducation et que nous avons établi les conditions propices à une économie robuste et diversifiée grâce à l'infrastructure et à la formation axée sur des compétences, tout en protégeant notre environnement?

Nous avons protégé nos programmes et services essentiels, tout en renforçant ceux qui exigeaient des ressources supplémentaires, particulièrement ceux qui contribuaient à améliorer la vie des résidents des TNO. Simultanément, nous avons relevé le défi de gérer la croissance des dépenses, afin de disposer des ressources permettant d'investir dans l'infrastructure et de tirer parti des programmes fédéraux d'investissements infrastructurels comme le nouveau Plan Chantiers Canada.

L'ampleur de l'infrastructure nécessaire à la croissance de l'économie ne peut être financée par les excédents de fonctionnement à eux seuls et nous sommes prêts à emprunter pour les infrastructures stratégiques. Nous collaborons avec le gouvernement fédéral afin de pouvoir faire ces investissements, en augmentant le plafond d'emprunt qu'il nous impose.

Ce budget a tenu sa promesse d'il y a deux ans : en faisant des choix judicieux pour gérer la pression des dépenses, nous allions être en mesure d'augmenter les investissements infrastructurels lors de la troisième année et de la quatrième année de notre plan. Et nous y sommes parvenus, en dépit d'une baisse des recettes prévues.

Cette réussite renforce notre détermination de respecter notre plan de viabilité financière et de continuer à relever les défis découlant de priorités contradictoires en matière de dépenses.

CONCLUSION

Notre succès n'est garanti que par le respect de notre stratégie budgétaire visant à générer des excédents de fonctionnement permettant de financer au moins la moitié de nos infrastructures et le respect de notre discipline budgétaire permettant de maintenir un coussin de possibilités d'emprunt de 100 millions de dollars. En nous conformant à notre plan financier, nos coûts d'emprunt demeurent faibles, ce qui nous vaut une cote de crédit Aa1 bien méritée. Ce budget témoigne de notre détermination à maintenir une discipline et une viabilité budgétaires.

Monsieur le président, ce budget représente les efforts concertés de la présente Assemblée législative pour faire des choix judicieux en matière de priorités de programmes à financer, tout en disposant d'excédents de financement suffisants pour tirer parti des fonds fédéraux destinés aux projets à coûts partagés. Nous pourrions ainsi commencer à redresser notre déficit infrastructurel et à accroître notre économie. Alors que nous nous apprêtons à assumer la responsabilité de nos terres, de nos eaux et de nos ressources naturelles, nous pouvons tirer une fierté renouvelée de ce que nous pouvons réaliser ensemble pour accroître notre économie, procurer de bons emplois à nos résidents et protéger notre environnement. Dans ce budget, nous relevons ces nouveaux défis et nous accueillons ces possibilités, collectivement.

Discours sur le budget

2014 - 2015

TERRITOIRES DU NORD-OUEST

DOCUMENTS BUDGÉTAIRES

A ♦ Examen économique

B ♦ Examen fiscal

Le 6 février 2014

EXAMEN ÉCONOMIQUE

Perspective d'avenir

L'économie des TNO traverse une période de regroupement qui jette les bases de la future croissance économique.

Lorsqu'il aura lieu le 1^{er} avril 2014, le transfert des responsabilités liées aux terres, aux eaux et aux ressources non renouvelables du Canada au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest (GTNO) marquera le début d'une nouvelle ère du développement dans le Nord. En plus de transférer au GTNO des postes existants d'employés fédéraux travaillant aux TNO, le transfert de postes existants à Ottawa aux TNO créera de nouvelles possibilités d'emploi. Le GTNO évalue soigneusement ces nouveaux postes, afin de respecter les objectifs de la décentralisation des emplois, répartissant ainsi les avantages du transfert des responsabilités dans plusieurs collectivités.

Le GTNO a tiré parti du ralentissement économique pour accélérer son plan d'immobilisations. Ayant réalisé ces investissements, il recherche désormais des partenariats avec le gouvernement fédéral et le secteur privé, afin de bâtir et de renforcer cette infrastructure stratégique et de créer de nouvelles possibilités économiques. Par exemple, le partenariat entre le gouvernement fédéral et le GTNO pour la construction de la route reliant Inuvik à Tuktoyaktuk créera des emplois et des occasions d'affaires indispensables pour la région. De même, les partenariats public-privé, comme celui du projet de liaison par fibre optique dans la vallée du Mackenzie, entraîneront d'autres possibilités économiques.

De 2012 à 2013, les dépenses d'exploitations minières, pétrolières et gazières ont augmenté de 45 pour cent, ce qui indique une hausse de la confiance du secteur privé par rapport à l'environnement d'investissement offert par les TNO. Dans le Sahtu, l'exploration pétrolière et gazière se poursuit aux tarifs des soumissions de 2010-2011 et les dépenses d'exploration minière ont augmenté. Les dépenses d'exploration représentent un investissement dans l'avenir du secteur minier et rendent encore plus prometteurs les projets potentiels déjà envisagés. La mine de diamants Gahcho Kué a obtenu un permis pour commencer les travaux de construction préliminaires à la mise en exploitation du site minier. À la suite des deux années de la période de construction, la mine emploiera près de 400 personnes au cours des onze années de sa durée d'exploitation prévue. La mine de diamants Ekati continue d'exploiter ses cheminées kimberlitiques Jay et Cardinal, en s'attendant à ce qu'elles prolongent la durée du projet de 10 à 20 années de plus après sa fermeture, prévue pour 2019.

On s'attend à ce que les investissements apportés à l'infrastructure du secteur public et l'activité minière accrue aient des retombées sur les autres secteurs. Les secteurs de la construction et du commerce en gros seront les premiers à bénéficier de l'augmentation des investissements et de l'activité économique. Même si on ne s'attend pas à une hausse importante d'emplois en 2014, l'accroissement de l'activité économique protégera les niveaux d'emploi actuels et préparera le terrain pour la création d'emplois supplémentaires.

Perspective économique

Indicateur	2008	2009	2010	2011	2012	2013e	2014p
Produit intérieur brut, en millions chaînés (\$ de 2007)	4 280	3 637	3 711	3 521	3 520	3 546	3 657
<i>Pourcentage de changement</i>	-9,0	-15,0	2,0	-5,1	1,7	0,7	3,1
Total des investissements, en millions chaînés (\$ de 2007)	1 572	1 093	1 206	1 087	1 178	1 224	1 497
<i>Pourcentage de changement</i>	-20,4	-30,5	10,3	-9,9	18,6	3,9	22,3
Dépenses personnelles, en millions chaînés (\$ de 2007)	1 298	1 288	1 307	1 323	1 342	1 352	1 369
<i>Pourcentage de changement</i>	2,4	-0,8	1,5	1,2	1,4	0,7	1,3
Dépenses du gouvernement, en millions chaînés (\$ de 2007)	1 536	1 638	1 751	1 768	1 728	1 784	1 835
<i>Pourcentage de changement</i>	0,4	6,6	6,9	1,0	0,5	3,2	2,9
Exportations, en millions chaînés (\$ de 2007)	2 742	2 458	2 663	2 470	2 302	2 312	2 297
<i>Pourcentage de changement</i>	-12,4	-10,4	8,3	-7,2	8,9	0,4	0,7
Importations, en millions chaînés (\$ de 2007)	2 949	2 902	3 277	3 222	3 239	3 322	3 537
<i>Pourcentage de changement</i>	-8,0	-1,6	12,9	-1,7	0,4	2,6	6,5
Emplois (résidents), nombre de personnes	22 700	21 300	21 500	22 700	22 700	22 500	22 900
<i>Pourcentage de changement</i>	-3,0	-6,2	0,9	5,6	0,0	(0,9)	1,8
Rémunération hebdomadaire moyenne, en dollars	1 090	1 145	1 191	1 245	1 290	1 306	1 346
<i>Pourcentage de changement</i>	4,0	5,0	4,1	4,5	3,6	1,3	3,0
IPC (ensemble), Yellowknife, 2002 = 100	115,2	115,9	117,9	121,6	124,3	126,2	128,5
<i>Pourcentage de changement</i>	4,0	0,6	1,7	3,1	2,2	1,5	1,8

(e) estimation

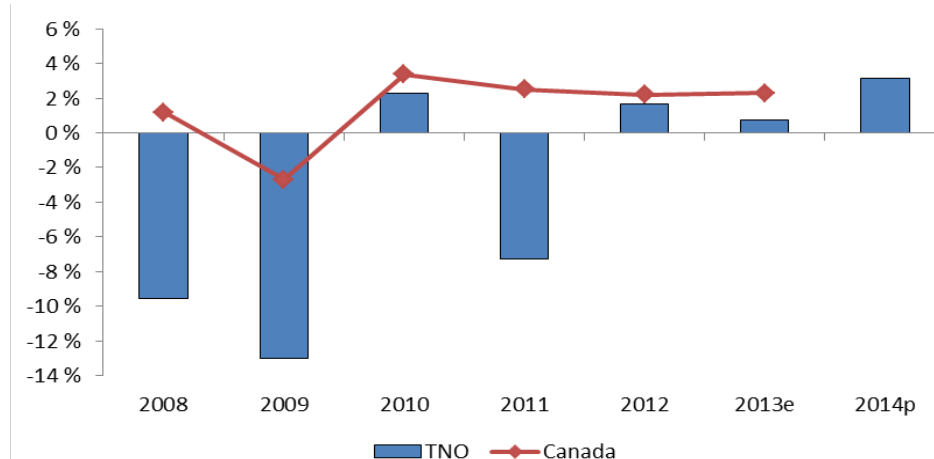
(p) prévision

Source : Statistique Canada et Bureau de la statistique des TNO

Résultats économiques de 2013

Depuis son apogée de 2007, époque où les mines de diamants produisaient des diamants de meilleure qualité et où les prix des produits de base étaient plus élevés, l'économie des TNO a beaucoup baissé. On estime que le PIB réel (valeur de tous les biens et services produits, corrigée en fonction de l'inflation) a baissé de 24,1 pour cent par rapport à son niveau d'avant la récession, entre 2007 et 2012. En 2012, le PIB réel a augmenté de 1,7 pour cent. Selon des estimations récentes, il a connu une modeste hausse de 0,7 pour cent en 2013. On prévoit que le PIB réel augmentera de 3,1 pour cent en 2014, en raison des investissements du secteur privé, notamment dans la construction associée aux mines.

Changements annuels du produit intérieur brut réel, TNO et Canada



(e) estimation
(p) prévision

Source : Bureau de la statistique des TNO et Statistique Canada

La baisse du PIB réel depuis 2007 était principalement attribuable à une chute de 42,3 pour cent du volume de production de carats de l'industrie du diamant entre 2007 et 2012, ce qui reflète le passage à l'exploitation souterraine dont les coûts sont plus élevés et les minerais à teneur inférieure. Une nouvelle mine de diamants, Gahcho Kué, pourrait entrer en production dès décembre 2015. Durant les deux années de sa phase de construction, on prévoit que la mine emploiera 700 personnes. Les industries associées aux mines de diamants, comme le transport et le commerce de gros, ont subi d'importantes baisses de taux de croissance de 2007 à 2009, avant de se stabiliser en 2011. Les taux de croissance annuelle des industries de services ont baissé, passant de 4 pour cent avant 2007 à moins de 2 pour cent après 2007.

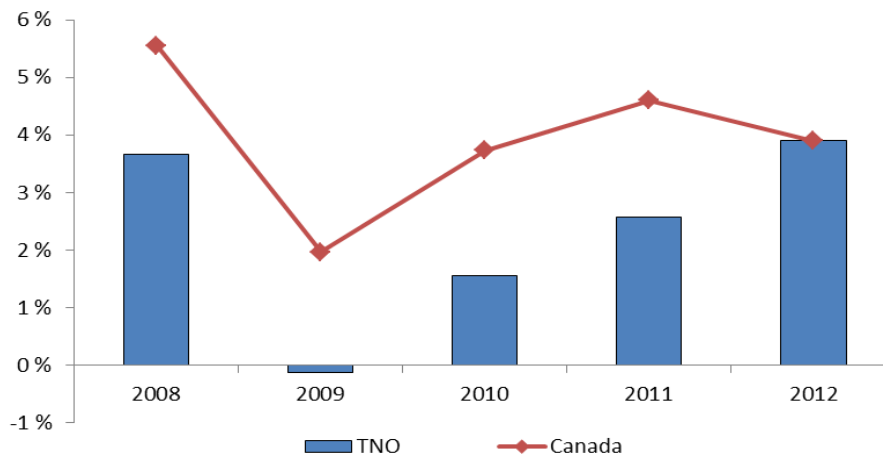
Les événements des économies nationale et mondiale influent sur l'économie ténosie, à cause de la dépendance de celle-ci envers le secteur des ressources non renouvelables. Les prix de ce secteur sont établis par les marchés mondiaux et les ressources des TNO sont expédiées vers des marchés extérieurs. Les principaux marchés des diamants des TNO sont les États-Unis, la Chine et l'Inde, pays dont les économies connaissent une faible croissance. Les économies européennes continuent d'être en proie à des difficultés économiques. Elles n'ont connu aucune croissance en 2013 et leur croissance anticipée pour 2014 est minime.

L'économie nationale influe sur les salaires versés aux TNO ainsi que les coûts des biens et services provenant du marché intérieur. La Banque du Canada prévoit que le PIB réel canadien augmentera de 1,8 pour cent en 2013 et, par la suite, de 2,5 pour cent tant pour 2014 que 2015. On s'attend à ce que les dépenses des ménages se maintiennent à un bon niveau. La croissance ralentie du crédit aux ménages et les taux d'intérêt hypothécaire élevés indiquent une baisse graduelle de l'endettement des ménages. On prévoit que la reprise économique reposera sur les exportations nettes et une contribution plus importante des investissements fixes des entreprises au fil du temps. On prévoit que les investissements dans le secteur résidentiel demeurent au même niveau et que les dépenses publiques contribuent très peu à la croissance du PIB réel, car les ordres de gouvernement réduisent tous leurs dépenses actuelles afin d'éponger les déficits.

Revenu personnel des résidents des TNO

Le revenu personnel disponible est le revenu net d'impôt de toutes sources que gagnent les résidents des TNO. Il favorise les dépenses de consommation qui représentent environ 30 pour cent du PIB du territoire. De 2011 à 2012, le revenu personnel disponible a augmenté de 3,9 pour cent. Le revenu du travail, qui représente une grande proportion du revenu personnel, s'est accru de 2,2 pour cent au cours des neuf premiers mois de 2013 par rapport à la même période en 2012, ce qui indique que le revenu personnel a probablement aussi connu une modeste hausse en 2013. Au niveau national, où les dépenses de consommation représentent plus de 55 pour cent du PIB, le revenu personnel disponible a augmenté de 3,9 pour cent en 2012.

Changements annuels du revenu personnel disponible, TNO et Canada



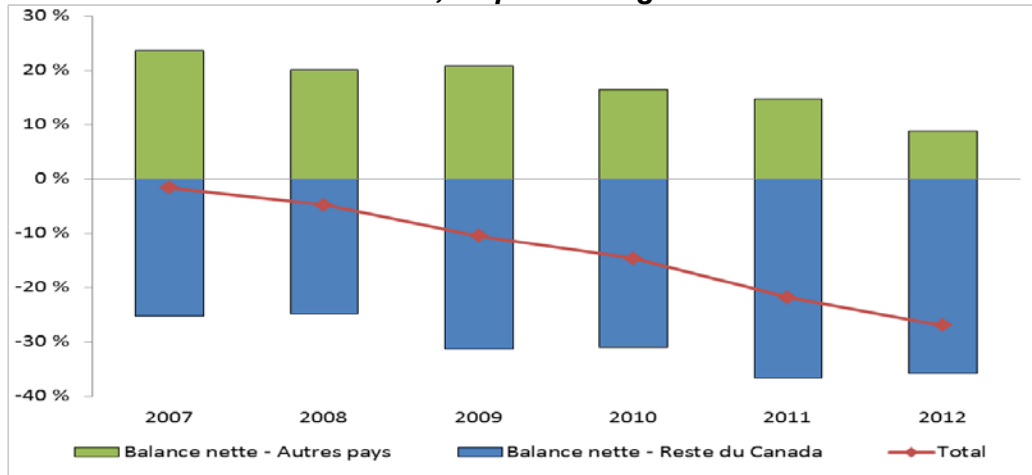
Source : Statistique Canada et Finances TNO

Échanges commerciaux

L'économie des TNO dépend des échanges commerciaux avec d'autres pays et avec le reste du Canada. Les TNO exportent principalement des diamants vers les marchés internationaux et, afin de soutenir l'industrie et la consommation personnelle, importent principalement des biens et des services en provenance du Sud du Canada. Relativement au PIB réel, l'excédent commercial des TNO avec d'autres pays diminue depuis 2007. Au cours de la même période, le déficit commercial des TNO avec le reste

du Canada a augmenté, ce qui a entraîné un déficit commercial grandissant. En 2007, le déficit commercial des TNO représentait 1,7 pour cent du PIB, alors que l'excédent commercial avec d'autres pays représentait 23,5 pour cent du PIB et que le déficit commercial avec le reste du Canada s'élevait à 25,2 pour cent du PIB. En 2012, le déficit commercial des TNO avait augmenté et représentait 26,5 pour cent du PIB; son excédent commercial avec d'autres pays avait baissé de 72,2 pour cent par rapport à 2007, alors que son déficit commercial avec le reste du Canada avait augmenté de 5,9 pour cent.

Balance commerciale des TNO, en pourcentage du PIB



Source : Statistique Canada et Finances TNO

Taux de change

La valeur du dollar canadien sur les marchés des devises internationaux a un effet direct sur la santé de l'économie ténosie. Un dollar canadien dont la force augmente signifie que les entreprises des TNO qui exportent leur production sont payées moins cher après la conversion des devises. Cette situation est compensée dans la mesure où l'équipement et d'autres biens d'investissement sont importés de l'extérieur du Canada. Une baisse du dollar canadien a des effets contraires : les entreprises sont payées plus cher pour leurs produits après la conversion des devises, alors que les importations de l'étranger sont plus dispendieuses.

En 2013, le dollar canadien valait en moyenne 0,97 dollar américain, soit une baisse de 2,9 pour cent comparativement à la valeur moyenne de 1,00 dollar américain atteinte en 2012.

Taux de change É.-U.–Canada



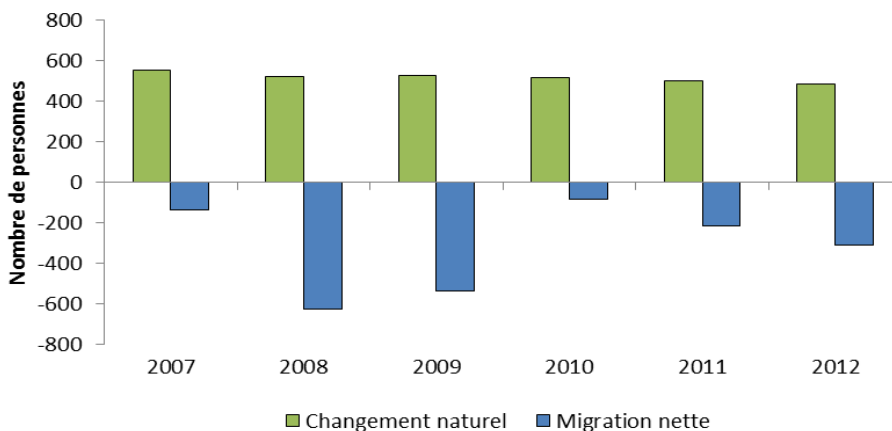
Source : Banque du Canada

Population

Au 1^{er} juillet 2013, on estimait que la population des TNO atteignait 43 537 personnes, soit une baisse de 83 personnes, ou de 0,2 pour cent, depuis le 1^{er} juillet 2012. Trois facteurs expliquent ce changement de population : le changement naturel (naissances moins décès), la migration interprovinciale et la migration internationale. Du 1^{er} juillet 2012 au 1^{er} juillet 2013, le changement naturel de population a consisté en 677 naissances et 195 décès, produisant une augmentation nette de 482 personnes. Pour ce qui est de la migration interprovinciale, 2 104 personnes ont emménagé du reste du Canada vers les TNO, alors que 2 847 personnes sont parties, ce qui représente une perte nette de 743 personnes. Sur le plan international, il y a eu une migration d'entrée nette de 178 personnes.

On prévoit que le transfert des responsabilités de la gestion des terres, des eaux et des ressources du gouvernement fédéral au gouvernement territorial aura une incidence positive sur la migration interprovinciale nette. Des personnes occupant certains postes spécialisés emménageront aux TNO. Les résidents ténois auront l'occasion d'occuper d'autres emplois, ce qui augmentera le taux de rétention de la population active.

Changements de la population des TNO



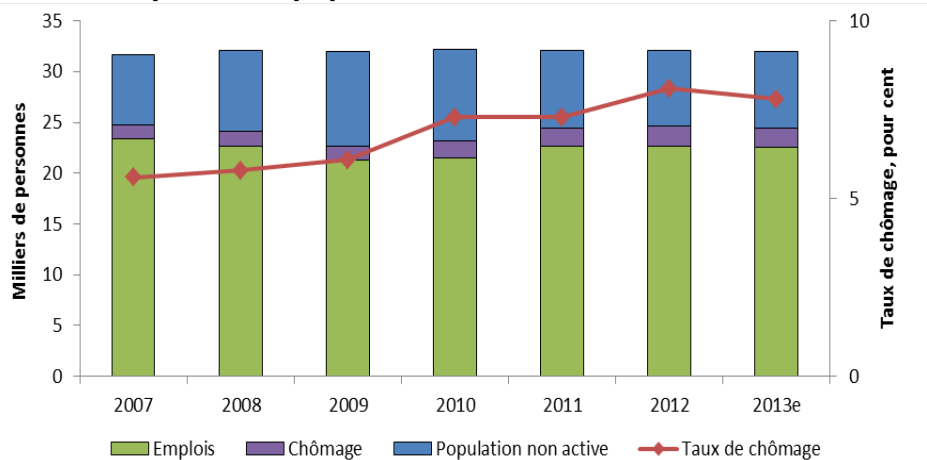
Source : Bureau de la statistique des TNO

Population active

En 2013, on estimait le nombre total de personnes employées aux TNO à 22 500 personnes, soit une baisse de 200 personnes par rapport à 2012, et de 900 personnes par rapport au maximum atteint en 2007 avant la récession. On prévoit que le niveau d'emploi augmentera de près de 2 pour cent en 2014, principalement à cause des activités de construction associées aux mines et des nouveaux emplois créés par le transfert de la responsabilité des programmes de gestion des terres et des ressources au GTNO. Le taux de participation à la population active (la tranche de population âgée de 15 ans et plus qui occupe un emploi ou en recherche un activement) s'élevait à 76,6 pour cent en 2013, soit une faible baisse par rapport au taux de 76,9 pour cent de 2012, et toujours sous le seuil de 78,3 pour cent atteint en 2007.

La baisse du taux de participation entre 2012 et 2013 a entraîné une hausse correspondante du taux de chômage, qui est passé de 8,1 pour cent en 2012 à 8,2 pour cent en 2013, en raison du nombre supplémentaire de personnes quittant le marché du travail. En 2007, le taux moyen de chômage était de 5,6 pour cent.

Caractéristiques de la population active des TNO

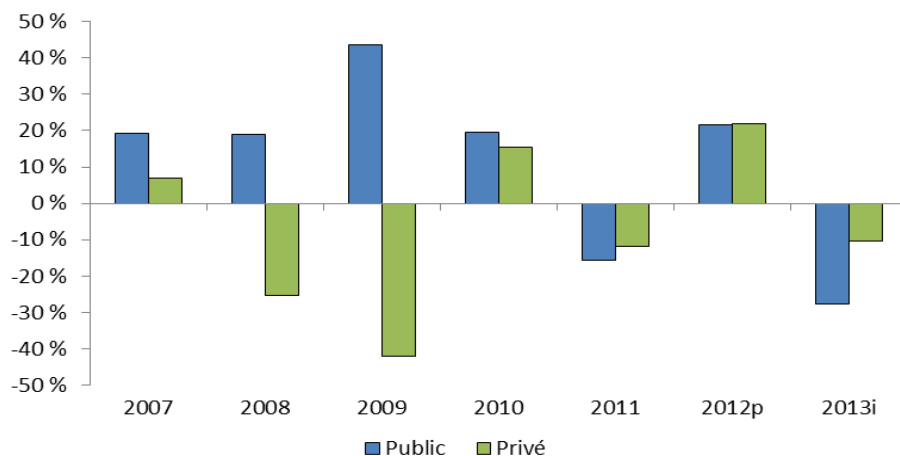


Source : Statistique Canada

Investissement

Pour l'année 2013, la valeur totale des intentions de dépenses en immobilisations est inférieure aux estimations de dépenses en immobilisations de 2012 dans une proportion de 15 pour cent. On prévoit que les dépenses en immobilisations du secteur privé diminueront de 10,5 pour cent, passant de 983 millions de dollars en 2012 à 880 millions de dollars en 2013, principalement à cause d'une baisse de 14,1 pour cent des dépenses des industries minières et de l'exploitation pétrolière et gazière, qui passent de 728 millions de dollars en 2012 à 625 millions de dollars en 2013. On estime que les dépenses en immobilisations du secteur public, qui avaient accéléré durant la récession à titre d'élément du programme de stimulation de l'économie du GTNO, baisseront de 27,5 pour cent, passant de 341 millions de dollars en 2012 à 248 millions de dollars en 2013. Toutefois, on s'attend à ce que les investissements dans les mines et la route reliant Inuvik à Tuktoyaktuk contribuent à augmenter les investissements en 2014.

Variation annuelle en pourcentage des dépenses en immobilisations, secteurs public et privé des TNO

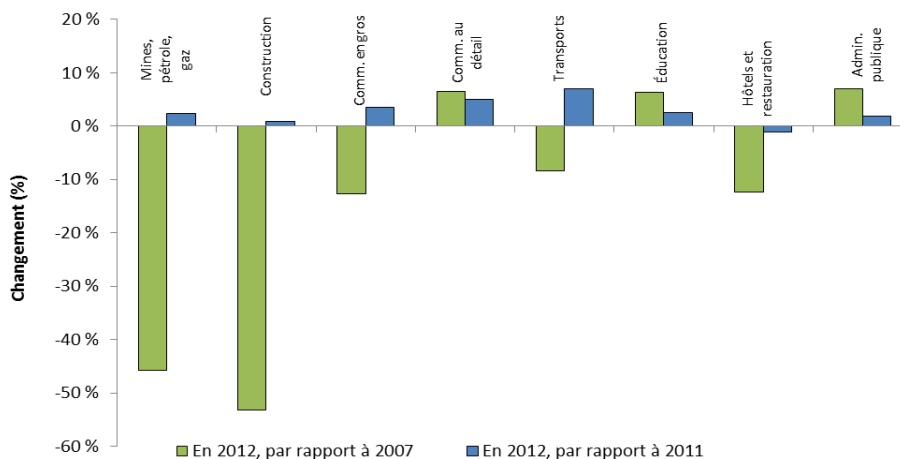


(i) intentions
(p) préliminaire

Source : Bureau de la statistique des TNO et Statistique Canada

Résultats économiques par secteur

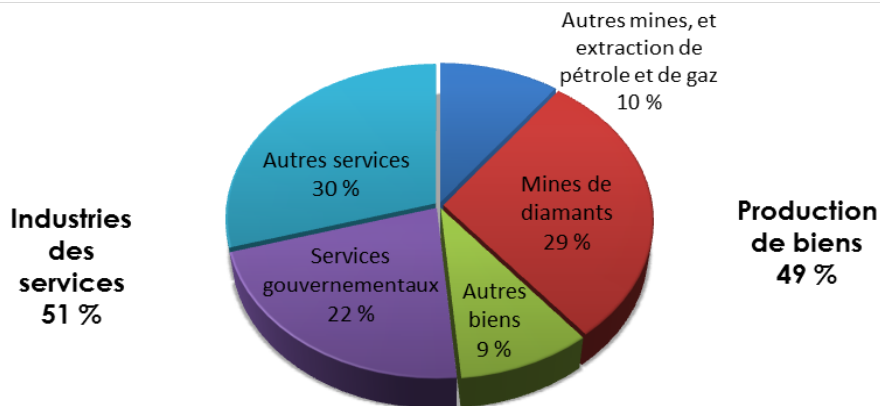
Taux de croissance réels de certaines industries des TNO



Source : Statistique Canada et Finances TNO

De 2007 à 2012, le secteur des industries minière, pétrolière et gazière a baissé de 45 pour cent, l'industrie de la construction a chuté de 53 pour cent et les secteurs plus petits du commerce en gros et de l'hôtellerie ont diminué de 12 pour cent chacun. Par conséquent, la structure de l'économie des TNO a changé. En 2007, les industries produisant des biens représentaient 51 pour cent de l'économie mais, à compter de 2009, cette proportion est tombée à 41 pour cent, avant de remonter à 49 pour cent en 2010. Cela témoigne du cycle économique de ces industries aux TNO, attribuable au ralentissement économique mondial.

Structure de l'économie des TNO en 2010



Source : Statistique Canada. Les données les plus récentes disponibles sont de l'année 2010.

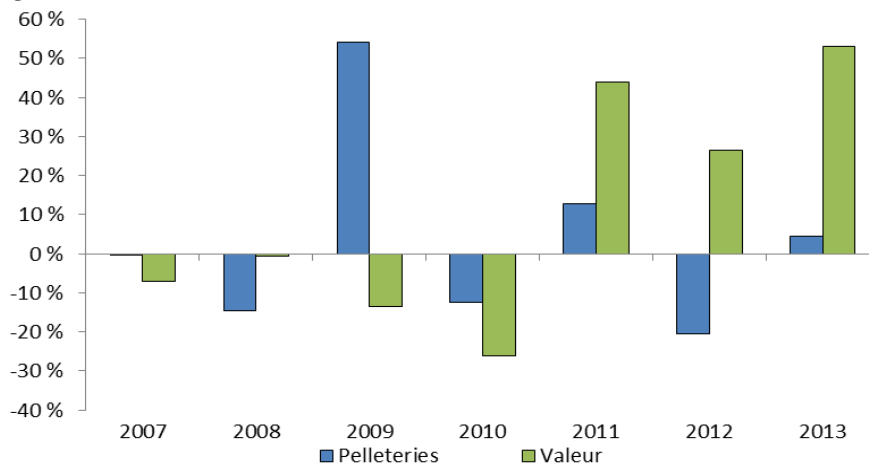
Industries de production de biens

En 2010, le secteur de la production des biens représentait 49 pour cent du PIB des TNO, comparativement à la proportion de 29 pour cent pour le même secteur relativement à l'économie canadienne. Aux TNO, les industries d'extraction de ressources dominent le secteur de la production de biens. L'extraction des diamants représentait 29 pour cent du PIB de 2010. Les autres exploitations minières, de même que l'extraction pétrolière et gazière, représentaient 10 pour cent. Le reste du PIB provenait des secteurs des ressources renouvelables, de la construction, des services publics et des biens manufacturés.

Récolte de fourrures

Le piégeage demeure une importante source de revenus pour beaucoup de Ténois, particulièrement dans les petites collectivités. Pendant l'exercice ayant pris fin le 30 juin 2013, près de 26 000 pelleteries ténoises ont été vendues, soit une hausse de 4 pour cent par rapport à l'exercice précédent. Toutefois, les prix des fourrures plus élevés ont augmenté la valeur des ventes de fourrures de 53 pour cent, comparativement au volume de 2,31 millions de dollars atteint durant l'exercice précédent.

Variation annuelle en pourcentage du nombre et de la valeur des pelleteries des TNO



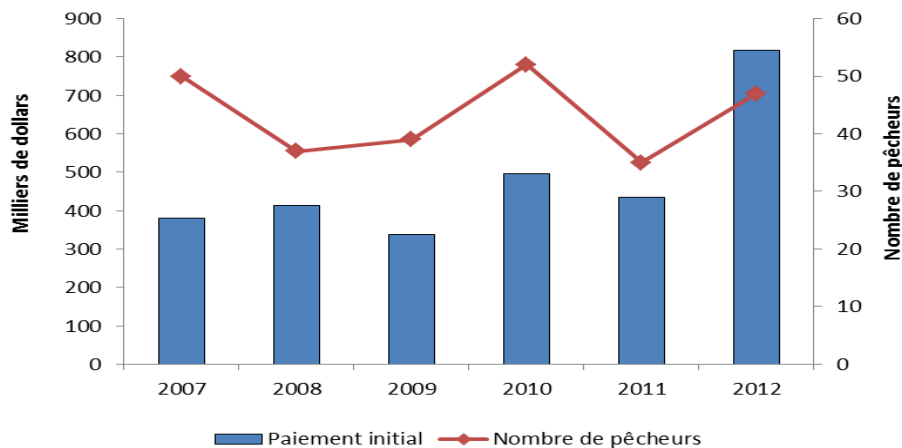
Source : Bureau de la statistique des TNO

Pêche commerciale

La pêche commerciale aux TNO est un élément modeste mais prisé de l'économie territoriale. Le poisson exporté des TNO est mis en marché par l'Office de commercialisation du poisson d'eau douce, une société de la Couronne fédérale dont le mandat couvre les frontières interprovinciales et internationales du nord-ouest de l'Ontario, des trois provinces des Prairies et des Territoires du Nord-Ouest.

Les paiements initiaux aux pêcheurs des TNO – au point de livraison et nets de fret – ont augmenté de 88 pour cent, passant de 435 000 dollars en 2011 à 817 800 dollars en 2012, alors que le poids livré a augmenté de 17 pour cent, passant de 360 000 kilogrammes en 2011 à 419 700 kilogrammes en 2012.

Exportation de la pêche commerciale des TNO, valeur des ventes et nombre de pêcheurs



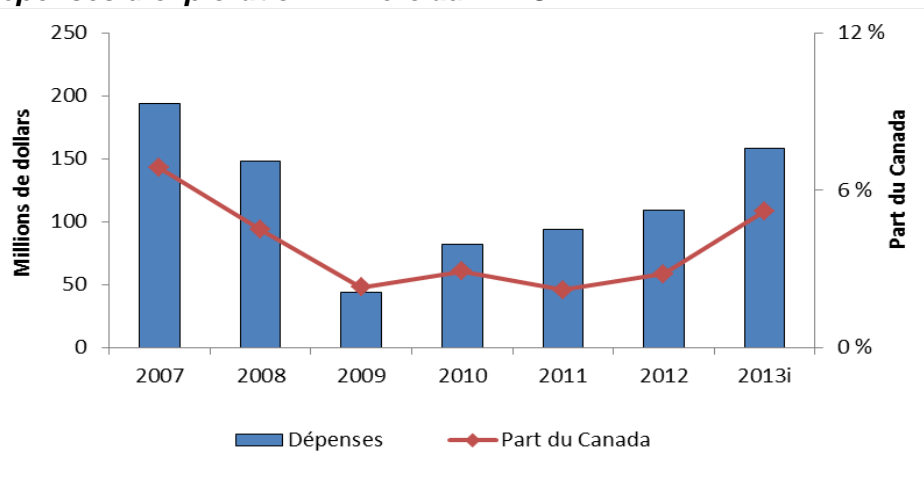
Source : Office de commercialisation du poisson d'eau douce

Exploration et mise en valeur des gisements

Les dépenses d'exploration comprennent les travaux associés à une gamme d'activités minières dont le travail sur le terrain, les frais généraux, l'ingénierie, les études économiques, les études de faisabilité préalables à la construction, les questions environnementales et les coûts de droit de passage. Les intentions de dépenses révisées pour 2013 indiquent que les dépenses d'exploration et de mise en valeur des gisements ont grimpé à 158,6 millions de dollars (montant estimé), soit une hausse de 45,9 pour cent par rapport à 2012. On estime que les parts de dépenses d'exploration et de mise en valeur des gisements des TNO ont augmenté relativement au total canadien, passant de 2,8 pour cent en 2012 à 5,2 pour cent en 2013.

Selon les intentions révisées pour 2013, les dépenses d'exploration minière et de mise en valeur des gisements des TNO ont dépassé leurs niveaux de 2008.

Dépenses d'exploration minière aux TNO



(i) intentions révisées

Source : Ressources naturelles Canada

Métaux précieux et terres rares lourdes

L'or et l'argent font partie des métaux précieux. Les terres rares lourdes forment un groupe de 17 éléments utilisés dans le secteur de la haute technologie pour le matériel informatique. Depuis 2004, il n'y a plus de mines aurifères en service aux TNO. Toutefois, les hausses de prix ont entraîné un regain des activités d'exploration. La demande mondiale pour les terres rares lourdes a entraîné de nouvelles activités d'exploration aux TNO, dont le gisement de terres rares lourdes Nechalacho d'Avalon Rare Metals Inc. au lac Thor.

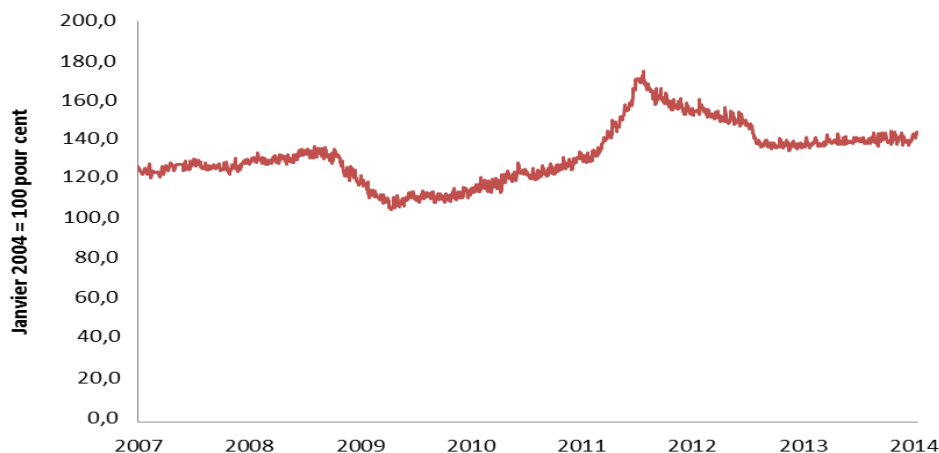
Mines de diamants

Le principal moteur de l'économie des TNO est l'industrie du diamant, qui repose sur trois mines en production, dont la mise en activité a commencé en 1998 pour la mine Ekati, en 2003 pour la mine Diavik et en 2008 pour la mine du lac Snap.

En novembre 2013, la Dominion Diamond Corporation a déposé une demande auprès de l'Office des terres et des eaux du Wek'éezhii, afin d'obtenir un nouveau permis d'utilisation des terres et un permis d'utilisation des eaux de catégorie A. Ces permis prolongeront la production de la mine de diamants Ekati, lui permettant d'exploiter les cheminées kimberlitiques Jay et Cardinal. Le projet Jay-Cardinal a le potentiel de prolonger la production de cette mine de 10 à 20 années de plus après sa fermeture, actuellement prévue pour 2019.

En décembre 2013, les sociétés de Beers et Mountain Province Diamonds ont obtenu l'approbation de l'Office des terres et des eaux de la vallée du Mackenzie au sujet d'un permis d'utilisation des terres de type exploratoire, pour leur projet conjoint sur la mine de diamants Gahcho Kué. Ce permis autorise le début des travaux d'aménagements terrestres du site, en préparation à la route d'hiver de la saison 2014. On prévoit que la mine emploiera 700 personnes durant les deux années de sa phase de construction et près de 400 personnes durant sa phase d'exploitation.

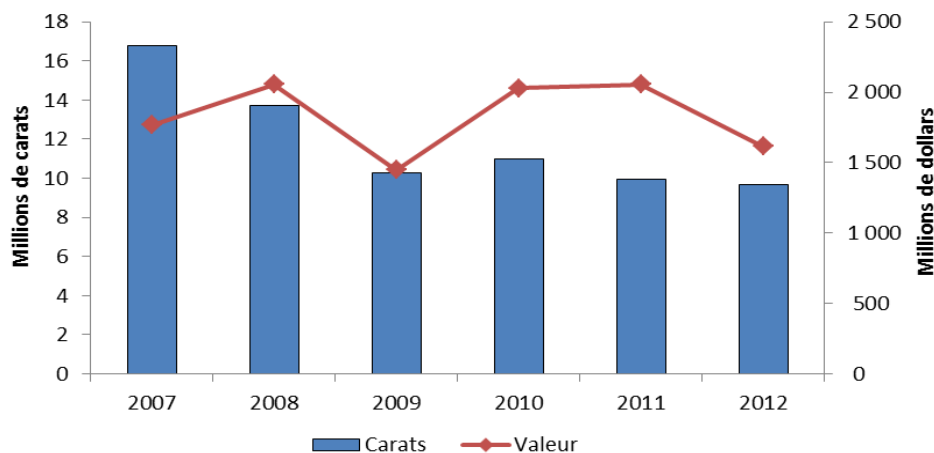
Index du prix des diamants taillés, vue d'ensemble



Source : PolishedPrices.com

De 2011 à 2012, la production en carats des mines de diamants des TNO a baissé de 2,8 pour cent. La valeur de la production de diamants a baissé de 21,3 pour cent, passant de 2,1 milliards de dollars en 2011 à 1,6 milliard de dollars en 2012.

Livraisons de diamants des TNO, masse et valeur



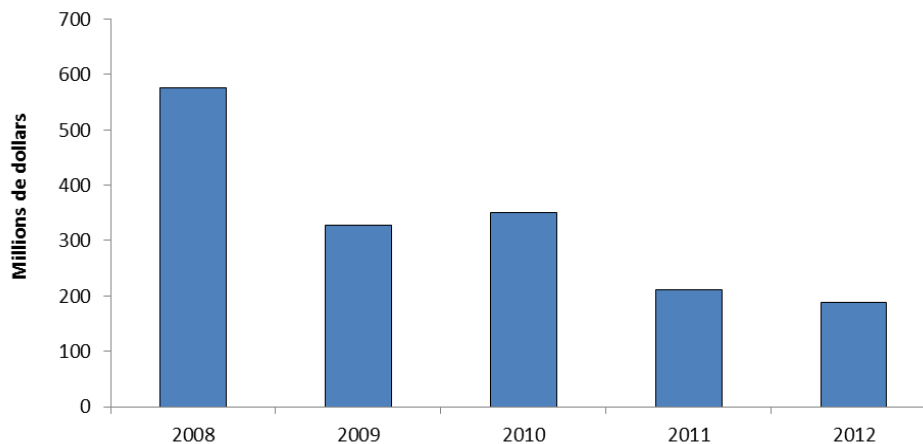
Source : Bureau de la statistique des TNO et Finances TNO

Pétrole et gaz

En raison de l'épuisement des réserves actives, la production de pétrole et de gaz diminue aux TNO. Une croissance de production exige de nouvelles découvertes et de nouveaux développements sur le terrain. Les dépenses des activités pétrolières et gazières des TNO ont diminué, passant de 210 millions de dollars en 2011 à 188 millions de dollars en 2012, soit une baisse de 11 pour cent.

Malgré les baisses récentes des dépenses en matière de production pétrolière et gazière, on prévoit que les activités d'exploration augmenteront à court terme aux TNO. Dans la région du Sahtu, les schistes de la formation Canol sont l'objet d'activités d'exploration de la part de nombreuses entreprises du secteur de l'énergie. On estime que la formation renferme plus de deux milliards de barils de pétrole.

Dépenses nettes de l'industrie pétrolière, TNO et îles de l'Arctique



Source : Association canadienne des producteurs pétroliers

En 2013, les prix du pétrole ont été relativement stables, car le prix moyen n'a augmenté que de 5 pour cent entre 2012 et 2013.

Prix du pétrole par baril en dollars américains



Prix au comptant de West Texas Intermediate, à Cushing
Source : U.S. Energy Information Administration

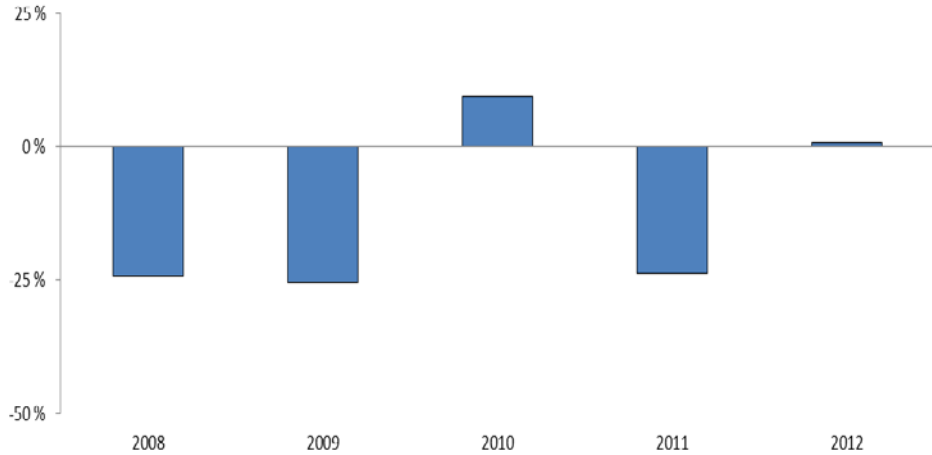
Construction

L'industrie de la construction comprend la construction résidentielle, la construction non résidentielle et des services d'ingénierie. Le secteur de la construction représentait environ 7 pour cent du PIB du territoire.

Pour la période 2011-2012, l'activité de construction a augmenté de 0,8 pour cent. Toutefois, elle demeure inférieure de 52,8 pour cent par rapport à ses niveaux de 2007, principalement à cause de la diminution de la construction associée aux mines. De 2011 à 2012, la construction résidentielle s'est stabilisée et a connu une hausse modeste de 1,4 pour cent. La construction non résidentielle (ce qui comprend la construction associée aux mines) a diminué de 74,6 pour cent et les travaux de génie pétrolier et gazier ont augmenté de 22,3 pour cent. On s'attend à ce que l'activité de construction ait

augmenté légèrement en 2013 et augmentera en 2014, en raison des nouvelles activités de construction associées aux mines et à la route reliant Inuvik à Tuktoyaktuk.

Variation annuelle en pourcentage de la valeur de l'activité de construction, en dollars chaînés (2007)

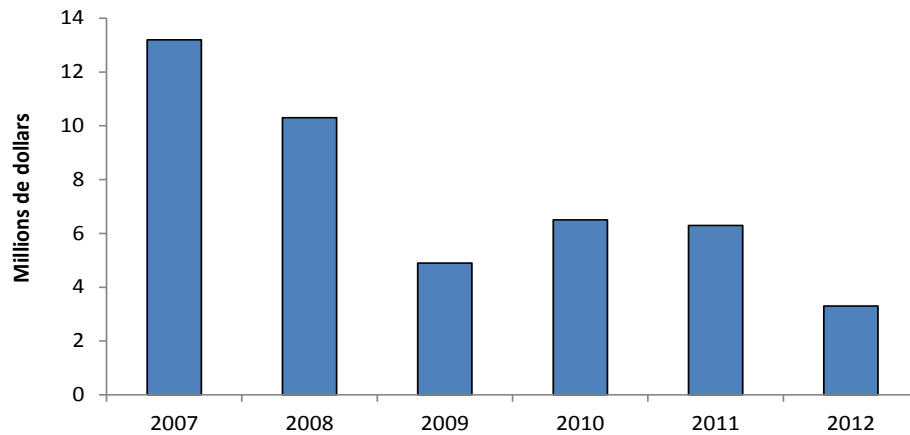


Source : Bureau de la statistique des TNO et Statistique Canada

Secteur manufacturier

Le secteur manufacturier des TNO comprend diverses entreprises comme des sociétés de transformation alimentaire, des producteurs de ciment et de béton et des artisans joailliers. De 2011 à 2012, la valeur en dollars chaînés (2007) des ventes manufacturières a diminué de 47,6 pour cent.

Valeur des livraisons manufacturières, en dollars chaînés (2007)



Source : Bureau de la statistique des TNO

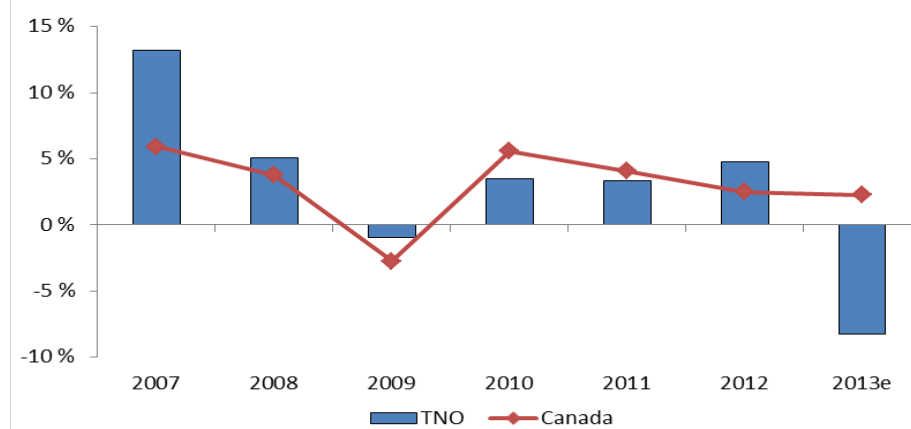
Industries de services

En 2010, les entreprises de services représentaient 51,4 pour cent du PIB des TNO, comparativement à la proportion nationale de 70,8 pour cent. Le secteur des services comprend des industries comme des commerçants en gros, des banques, des détaillants et des hôtels, ainsi que le secteur public (écoles, hôpitaux, services de police et d'incendie, gouvernements fédéral et territorial, administrations locales et gouvernements autochtones).

Commerce au détail

De 2011 à 2012, les ventes au détail des TNO ont augmenté de 4,7 pour cent. On prévoit toutefois qu'elles diminuent de 8,3 pour cent de 2012 à 2013, comparativement à la hausse de 2,3 pour cent des ventes au détail à l'échelle nationale pour la même période. La concurrence livrée par les détaillants en ligne pourrait être un facteur contributif de la baisse des ventes au détail des TNO. On s'emploie actuellement à mieux comprendre le motif de cette baisse.

Variation annuelle en pourcentage de la valeur du commerce au détail, TNO et Canada



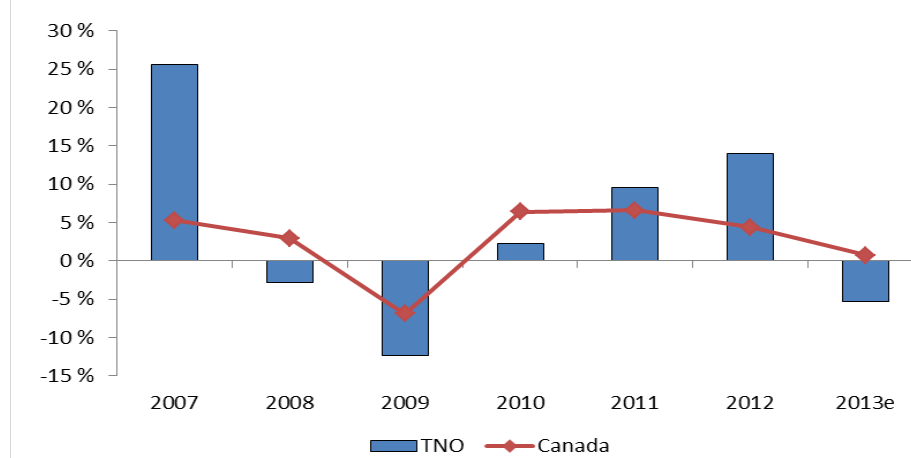
e) estimation de 2013, calculée à partir de la période de janvier à septembre 2013
Source : Bureau de la statistique des TNO et Statistique Canada

Commerce en gros

Les grossistes font la distribution de marchandises aux détaillants et à des clients commerciaux et institutionnels, y compris l'approvisionnement en équipement et en biens d'équipement. Ce secteur est fortement régi par les dépenses en immobilisations et l'activité commerciale.

Le commerce en gros des TNO a diminué d'environ 5,3 pour cent de 2012 à 2013, ce qui reflète la baisse de la construction non résidentielle. Par comparaison, le commerce en gros au Canada a augmenté de 0,7 pour cent entre 2012 et 2013.

Variation annuelle en pourcentage de la valeur nominale du commerce en gros, TNO et Canada



e) estimation de 2013, calculée à partir de la période de janvier à septembre 2013
 Source : Bureau de la statistique des TNO et Statistique Canada

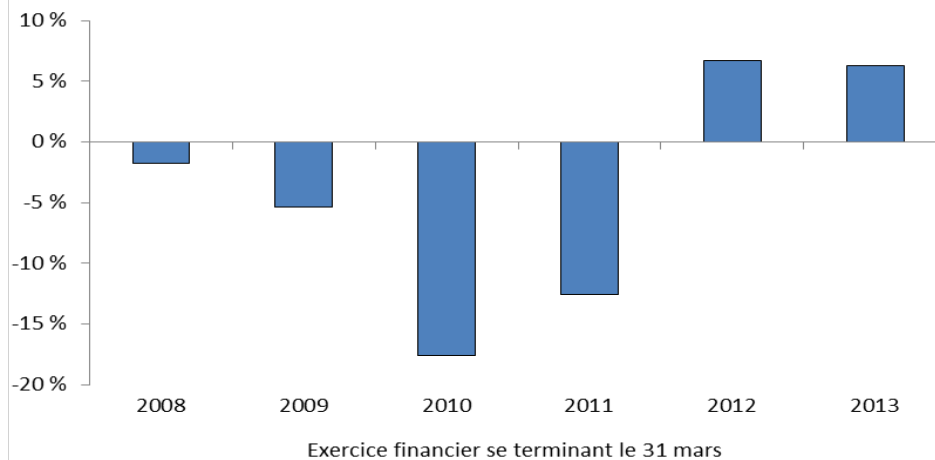
Tourisme

Le tourisme occupe une place importante dans l'économie des TNO, avec un vaste potentiel peu exploité. Le total des dépenses effectuées par les visiteurs a atteint 106,7 millions de dollars au cours de l'exercice ayant pris fin le 31 mars 2013, ce qui constitue une hausse de 6,3 pour cent par rapport à l'exercice précédent.

Le total des dépenses effectuées par les vacanciers a augmenté de 13 pour cent, passant de 51,9 millions de dollars au cours de l'exercice ayant pris fin le 31 mars 2012 à 58,6 millions de dollars pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013. L'augmentation des dépenses effectuées par les vacanciers est attribuable à l'observation des aurores boréales. Par rapport à l'exercice précédent, cette activité a attiré plus du double de visiteurs, dont le nombre est passé de 7 000, pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012, à près de 16 000 pour l'exercice prenant fin le 31 mars 2013. Cette hausse est attribuable en partie aux tempêtes solaires, qui provoquent de plus belles aurores boréales. Les visiteurs adeptes d'aventures en plein air et de chasse ont également contribué à l'augmentation des dépenses découlant du tourisme.

Le total des dépenses effectuées par les visiteurs d'affaires a baissé de moins d'un pour cent durant l'exercice se terminant le 31 mars 2013, comparativement à l'exercice précédent. La baisse est attribuée à une petite diminution de ce type de visiteurs, dont le nombre est passé de 24 300 en 2012 à près de 24 100 en 2013.

Variation annuelle en pourcentage des dépenses totales de tous les voyageurs aux TNO



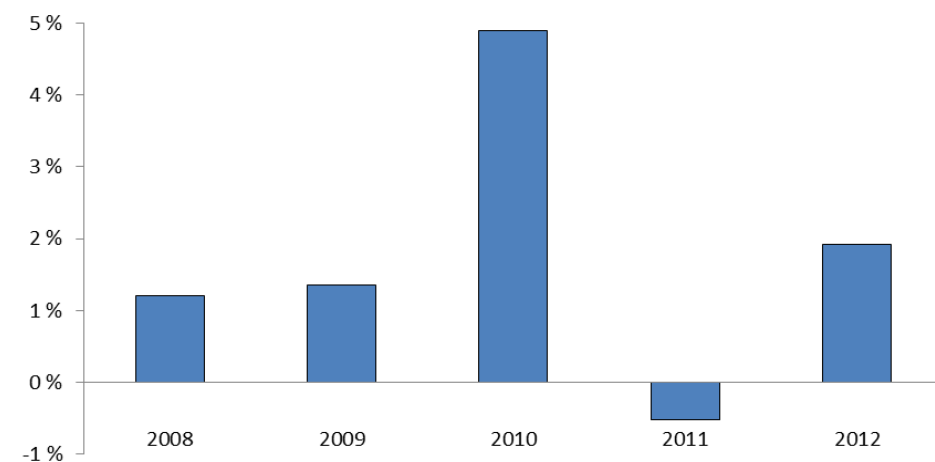
Source : Industrie, Tourisme et Investissement (TNO)

Administration publique

Les services d'administration publique comprennent tous les ordres de gouvernement présents aux TNO (fédéral, territorial, locaux et autochtones). Ils comprennent les tribunaux, les services policiers et correctionnels, la protection contre les incendies, la défense et l'administration publique, tout en excluant les secteurs des services de santé, des services sociaux et de l'éducation.

De 2011 à 2012, les dépenses d'administration publique ont augmenté de 1,9 pour cent. Entre 2007 et 2012, les dépenses du secteur public ont augmenté de 9,1 pour cent.

Variation annuelle en pourcentage des dépenses du secteur public, en dollars chaînés (2007)



Source : Statistique Canada

Indicateurs de rendement macroéconomique

Le cadre stratégique de la politique macroéconomique du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, qui vise à guider ses décisions en matière d'investissements et de politiques, comprend des indicateurs de rendement permettant de suivre la santé de l'économie au fil du temps. Ces indicateurs ont été conçus pour dépasser les mesures classiques du rendement ou de la croissance économique, afin de dégager des mesures plus générales de mieux-être économique comme les améliorations à la qualité de vie, la capacité des collectivités et la protection de l'environnement.

Les indicateurs de rendement sont destinés à être mesurés par rapport à une valeur de référence, qui correspond à la valeur moyenne de l'indicateur de 2005 à 2007. Toutefois, en raison de révisions apportées aux données de Statistique Canada, certaines données datant d'avant 2007 ne sont pas disponibles à l'heure actuelle. Par conséquent, la plupart des indicateurs de rendement sont mesurés par rapport à l'année 2007, plutôt que par rapport à la valeur moyenne de référence des années allant de 2005 à 2007. Ces différences sont indiquées.

Après l'élaboration de ce cadre stratégique, l'économie mondiale a subi des chocs financiers et économiques des plus violents. En raison de ses liens essentiels avec le système mondial d'échanges commerciaux, l'économie des TNO a été particulièrement vulnérable au ralentissement de l'économie mondiale. Le rétablissement de l'économie des TNO a été lent et déséquilibré, comme en témoignent les indicateurs de rendement.

Indicateur 1 : Taille et croissance de l'économie dans son ensemble

Le PIB réel est la mesure la plus complète de l'économie. Toutefois, il ne mesure pas l'économie non monétaire et ne peut mesurer le mieux-être social.

En 2012, le PIB réel des TNO était inférieur de 24,1 pour cent à son niveau de 2007.

Indicateur 2 : Productivité

La productivité est une mesure de rendement importante. Elle est liée à une rentabilité accrue, à des coûts moindres et à une capacité concurrentielle soutenue. L'augmentation de la productivité peut favoriser la croissance économique. On peut augmenter la productivité grâce à la formation de la population active, à des changements technologiques et à des modifications au ratio main-d'œuvre-capital. Des niveaux de productivité plus élevés peuvent entraîner des traitements et des salaires plus élevés, ainsi que des bénéfices plus élevés.

En 2012, la productivité était inférieure de 19,7 pour cent par rapport à sa valeur en 2007.

Indicateur 3 : Nouveaux investissements

Les nouveaux investissements sont un indicateur de premier plan de la croissance économique qui mesure la position de l'économie à laquelle s'attendre à l'avenir. Les nouveaux investissements effectués par le secteur privé servent surtout à couvrir des dépenses relatives aux édifices, à l'équipement et à la machinerie, en prévision d'un rendement positif sur le capital investi. Les investissements du secteur public sont pour

la plupart affectés à la santé, à l'éducation et aux infrastructures, afin d'obtenir des retombées sociales et économiques bénéfiques pour les TNO.

En 2012, les nouveaux investissements atteignaient 33,6 pour cent de moins que leur valeur en 2007.

Indicateur 4 : Revenu

La croissance du revenu prouve que les citoyens bénéficient de la croissance économique. Elle joue un rôle important dans la réalisation de la vision d'une population ténnoise autonome. Pour mesurer cet indicateur, deux mesures distinctes bien que similaires ont été déterminées :

Indicateur 4a : Revenu d'emploi

Le revenu d'emploi mesure la somme de la totalité des revenus d'emploi des résidents des TNO. Il est directement lié aux emplois.

En 2012, le revenu d'emploi atteignait 11,0 pour cent de plus que sa valeur en 2007.

Indicateur 4b : Revenu moyen des ménages

Le revenu moyen des ménages renseigne sur la qualité et la distribution des emplois chez les gens du Nord. En 2009, le revenu moyen des ménages a augmenté de 5,5 pour cent par rapport à sa valeur moyenne entre 2005 et 2007.

Indicateur 5 : Taux d'emploi

Le taux d'emploi mesure à quel point les résidents des TNO participent directement à la croissance économique et en bénéficient. L'indicateur mesure la proportion de personnes âgées de 15 ans et plus qui occupent un emploi.

En 2012, le taux d'emploi était de 70,7 pour cent, soit 2,7 points de pourcentage de moins que sa valeur moyenne de 73,5 pour cent entre 2005 et 2007.

Indicateur 6 : Croissance de la population

La croissance de la population mesure une réaction à la croissance économique et donne une base qui permet une croissance accrue par la diversification. Les changements de la population reflètent la santé de la population, la robustesse du système de soutien médical et les attraits économiques ou liés au mode de vie incitant les gens à immigrer aux TNO ou à en émigrer.

Une population en croissance constitue un marché de consommation grandissant pour les entreprises locales.

La population ténnoise de 2012 était inférieure de 0,7 pour cent à sa valeur de 2007.

Indicateur 7 : Liens économiques

L'établissement de lien entre les diverses industries contribue à la croissance et à la diversification de l'économie. Quatre mesures de la force des liens économiques sont prises en considération.

Indicateur 7a : Niveau des importations

Les importations de biens et de services reflètent la taille des marchés existants aux TNO pour les biens de consommation, l'équipement de bureau et les services.

En 2012, la valeur indexée des importations dépassait de 6,7 pour cent sa valeur en 2007.

Indicateur 7b : Ventes en gros et ventes au détail

Les ventes en gros sont un indicateur des liens au niveau de la production, auquel les producteurs achètent des entrants auprès de fournisseurs des TNO ou des services postproduction comme des services de transport ou de communication auprès d'entreprises des TNO. Des ventes au détail plus élevées peuvent soutenir des liens avec une activité accrue de construction et de transport, ainsi que créer des occasions pour un plus grand nombre de commerces de détail.

La valeur estimée des ventes en gros de 2012 dépassait de 25,2 pour cent, en dollars nominaux, sa valeur moyenne entre 2005 et 2007.

La valeur estimée des ventes au détail de 2012 dépassait de 29,5 pour cent, en dollars nominaux, sa valeur moyenne entre 2005 et 2007.

Indicateur 7c : Travailleurs qui habitent à l'extérieur des TNO

En mesurant la dépendance à l'égard des travailleurs qui habitent à l'extérieur des TNO, on détermine la capacité de la population ténénoise de répondre à la demande en travailleurs. Le nombre de travailleurs habitant à l'extérieur des TNO dépend du nombre de travailleurs résidents dotés des compétences nécessaires disponibles à l'emplacement de l'emploi. Il mesure également une perte de dépenses de consommation possibles au sein de l'économie des TNO.

En 2010, les gains des travailleurs habitant à l'extérieur des TNO ont augmenté, passant d'une moyenne de 319 millions de dollars entre 2005 et 2007 à 362 millions de dollars, ce qui représente une perte accrue de 43 millions de dollars pour l'économie ténénoise, moins la somme de 860 000 dollars de retenues sur la paie.

Indicateur 7d : Croissance des industries de services au secteur primaire

Les industries de services spécialisés qui soutiennent le secteur primaire des TNO sont le principal moteur de croissance et de diversification de l'économie. Deux industries de services sont mesurées.

1. Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie : En 2012, la valeur des activités de soutien dans ces domaines dépassait de 76,6 pour cent sa valeur en 2007.
2. Travaux de génie pétrolier et gazier : En 2012, la valeur de ces travaux était inférieure de 52,5 pour cent à sa valeur en 2008 (les données de 2007 ont été supprimées par Statistique Canada pour respecter les exigences de confidentialité stipulées dans la *Loi sur la statistique*).

Indicateur 8 : Diversification

La diversification de l'économie est mesurée selon le PIB par industrie, la croissance par secteur et le niveau d'emploi par industrie. Auparavant, les données permettant de calculer cette mesure provenaient des données sur l'emploi figurant dans le recensement de la population. Cependant, on n'en fait plus la collecte. On s'emploie actuellement à trouver une nouvelle source de données.

Indicateur 9 : État de l’environnement et tendances environnementales

Se référer au Rapport sur l’état de l’environnement aux TNO [traduction libre de *NWT State of the Environment Report*].

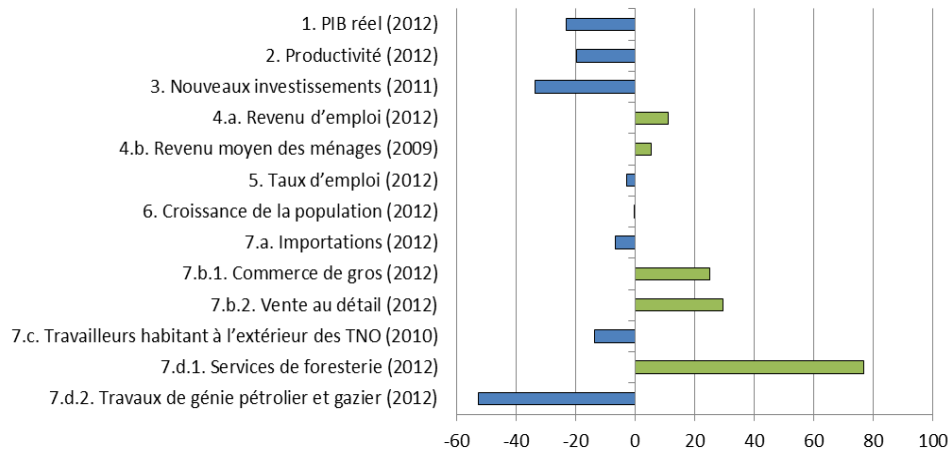
Résumé des constats

Sur les treize indicateurs primaires et sous-indicateurs mesurés à l’heure actuelle, cinq indicateurs ont vu leur valeur augmenter, alors que les autres l’ont vue baisser. Bien que l’on puisse principalement attribuer la baisse de valeur des indicateurs à la crise financière et au ralentissement économique de 2008 et de 2009, il faudrait réaliser une autre analyse détaillée pour séparer les effets de la récession mondiale de 2008 des tendances générales de l’économie des TNO dans son ensemble. Toutefois, il est clair que l’économie des TNO a fait montre d’un faible niveau de résilience dans sa réaction à la récession, étant donné que beaucoup d’indicateurs ne sont pas encore revenus à leurs niveaux d’avant la récession et que le rythme de la reprise économique a été plus lent que celui des autres provinces et territoires.

Un des facteurs déterminants de ce faible niveau de résilience est la composition de l’économie des TNO et son ouverture en matière de libre circulation des personnes et des capitaux, lesquels peuvent se déplacer vers des provinces dont la situation est plus favorable lorsqu’il y a des difficultés économiques dans le territoire.

Pour le GTNO, le défi consiste à déterminer et à faire progresser des possibilités d’investissement qui généreront des avantages durables dans la conjoncture économique mondiale au sein de laquelle les entreprises ténoises sont en concurrence.

Variation en pourcentage des indicateurs macroéconomiques de progrès, de l’année de référence à l’année la plus récente



Source : Statistique Canada, Bureau de la statistique des TNO et Finances TNO

EXAMEN FISCAL

Le GTNO est parvenu à réaliser son plan visant à restaurer l'équilibre budgétaire et à financer les investissements dans l'infrastructure de manière responsable. Le budget 2014-2015 continue d'avancer dans la voie établie par les deux premiers budgets de la 17^e Assemblée législative, qui visaient à financer de manière responsable sa vision d'une population, de familles et de collectivités fortes se partageant les bienfaits et les responsabilités découlant de l'union, de la viabilité écologique et de la prospérité des Territoires du Nord-Ouest.

Le budget 2014-2015 investit dans des mesures découlant de plusieurs efforts de collaboration pour s'attaquer à la pauvreté, aux problèmes de santé mentale et à la toxicomanie, appuyer le développement de la petite enfance et financer des occasions de faire croître l'économie. Il marque également le début des nouvelles responsabilités qu'assumera le GTNO en matière de gestion des terres, des eaux et des ressources publiques, responsabilités qui lui seront transférées par le gouvernement du Canada.

Pour ce qui est de l'avenir, le GTNO continuera de suivre attentivement les dépenses de fonctionnement, pour s'assurer de leur financement adéquat au moyen des recettes et pour disposer de la marge de manœuvre nécessaire pour gérer l'incertitude des recettes. Si la direction des recettes autonomes ne change pas, le GTNO peut prendre des mesures sur les dépenses pour garantir la viabilité budgétaire.

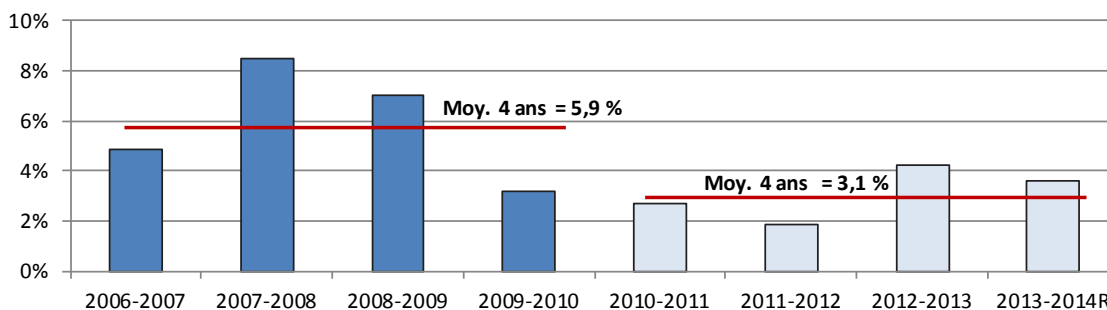
Situation budgétaire

Après plusieurs années de dépenses de stimulation et de déficits visant à générer plus de fonds pour redresser le déficit de 3 milliards de dollars dans les infrastructures des TNO, le GTNO a adapté son plan financier afin de restaurer l'équilibre budgétaire. Ce plan comportait trois grandes mesures :

- maintenir la croissance des dépenses à un seuil inférieur à la croissance des recettes, tout en protégeant les programmes et les services;
- utiliser les excédents de fonctionnement pour rembourser les emprunts à court terme;
- diminuer les dépenses en immobilisations durant les deux premiers exercices, afin d'augmenter les investissements au cours des années à venir.

En raison de sa petite assiette financière, le GTNO dispose d'une capacité limitée de générer des recettes, tout en ayant des besoins de dépenses élevés découlant de l'éparpillement de ses petites collectivités, de son climat rigoureux et de son infrastructure limitée. Le GTNO s'est efforcé de veiller à ce que la croissance des dépenses demeure à un niveau abordable, afin de disposer des ressources nécessaires aux dépenses en immobilisations selon les paramètres de sa politique de gestion responsable des finances.

Croissance historique des dépenses de fonctionnement du GTNO (%)



Note : À des fins de comparaison, les dépenses liées aux crédits d'impôt ne sont pas incluses dans les dépenses (avant 2012-2013, les crédits d'impôt étaient calculés en réduisant les recettes fiscales et n'étaient pas compris dans les dépenses). Le budget 2014-2015 est exclu, parce qu'il comprend de nouvelles responsabilités de programmes associées au transfert des responsabilités.

Les efforts de réduction de la croissance des dépenses à un seuil inférieur à la croissance des recettes ont porté leurs fruits. Ils ont contribué au premier excédent obtenu en quatre ans, soit 1,3 million de dollars en 2011-2012, ainsi qu'à un excédent de 163 millions de dollars en 2012-2013. Le GTNO a continué à user de prudence financière dans l'établissement de son budget de fonctionnement, en limitant la croissance des dépenses liées à des programmes à une moyenne atteignant près de la moitié de son niveau d'il y a quatre ans, et en générant des excédents qui constituaient la pierre angulaire du plan financier de la 17^e Assemblée législative, afin d'investir davantage dans l'infrastructure.

Selon les dispositions du plan financier, les dépenses en immobilisations augmenteront de 50 millions de dollars lors de l'exercice 2014-2015 ainsi que de l'exercice 2015-2016, après deux ans de dépenses en immobilisations réduites. À la fin de mars 2014, on prévoit que les emprunts du GTNO atteindront 176 millions de dollars de moins que le plafond d'emprunt de 800 millions de dollars imposé par le gouvernement fédéral.

Pour ce qui est de l'avenir, le GTNO s'attend à ce que la lente croissance des recettes se maintienne, car l'absence de croissance démographique a une incidence sur les transferts du gouvernement du Canada ainsi que sur les recettes fiscales. On prévoit que la croissance de la subvention de la formule de financement des territoires atteindra une moyenne de 2,3 pour cent au cours des cinq prochaines années, comparativement à sa croissance de 5,7 pour cent des cinq années précédentes. Il semble également que les recettes provenant de l'impôt des particuliers diminuent, en raison d'une baisse du nombre de déclarants.

Stratégie budgétaire

Le GTNO maintient son engagement à l'égard de sa politique de gestion responsable des finances, voulant que l'on génère des excédents de fonctionnement pour financer au moins la moitié des dépenses en immobilisations prévues et que l'on maintienne les paiements annuels au service de la dette à un seuil inférieur à cinq pour cent des recettes totales.

Pour respecter cet engagement, la stratégie budgétaire vise à limiter la croissance des dépenses à un seuil inférieur à celui de la croissance des dépenses, afin de générer les excédents de fonctionnement nécessaires au financement des dépenses en immobilisations. Dorénavant, la stratégie consiste à plafonner la croissance obligatoire dans les programmes et services existants, à financer les initiatives prioritaires en utilisant à la fois les économies et de nouveaux fonds, ainsi qu'à limiter la croissance de la fonction publique. En se concentrant sur la croissance des dépenses, la stratégie budgétaire produira un système d'imposition stable et des investissements continus dans l'infrastructure, qui accroîtront l'économie et la population.

La stratégie budgétaire veille aussi à ce qu'on dispose d'un pouvoir d'emprunt d'au moins 100 millions de dollars à la fin de la 17^e Assemblée législative.

Nouvel élément de ce budget : transfert des responsabilités liées à la gestion des terres, des eaux et des ressources

À compter du 1^{er} avril 2014, le GTNO assumera les responsabilités liées à la gestion des terres, des eaux et des ressources des TNO. Pour administrer les programmes et les services qui seront transférés par le gouvernement fédéral, le budget 2014-2015 comprend un ajustement de 67 millions de dollars à la base de dépenses brutes de la subvention de la formule de financement des territoires. Ce montant augmentera chaque année, au même taux que la subvention. En tout, le budget 2014-2015 estime dépenser 59 millions de dollars à compter du 1^{er} avril 2014, pour s'acquitter des responsabilités et des obligations énoncées dans l'entente sur le transfert des responsabilités. On dispose donc d'une marge de manœuvre financière pour financer les activités supplémentaires, encore imprévues à l'heure actuelle, qui seraient nécessaires à l'exécution des nouvelles responsabilités liées au programme de gestion des ressources.

Près de la moitié des 59 millions de dollars destinés aux nouvelles responsabilités relatives au programme seront affectés à la création d'un nouveau ministère de l'Administration des terres. Doté d'un budget de 27 millions de dollars, ce ministère soutiendra, gèrera et administrera l'utilisation durable des terres publiques des TNO. Des fonds supplémentaires de 14 millions de dollars sont alloués au ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles, pour lui permettre de gérer les nouvelles responsabilités associées aux ressources hydriques, aux sites contaminés et à leur assainissement, à la planification de la conservation ainsi qu'à la surveillance des effets cumulatifs. Les responsabilités associées à l'exploration pétrolière et minérale, à l'exploitation et aux droits visant ces ressources, à l'administration du régime de redevances, aux consultations avec les Autochtones relativement à ces questions, ainsi qu'à l'encadrement du système de réglementation des TNO reviendront au ministère de l'Industrie, du Tourisme et de l'Investissement, qui disposera d'un budget de 13 millions de dollars de plus. La portion restante de 5 millions de dollars est affectée aux

organismes centraux. Le transfert des responsabilités ajoutera 242 postes aux effectifs du GTNO. Conformément aux efforts continus du GTNO de faire bénéficier ses régions des retombées économiques, environ 20 pour cent de ces postes seront situés dans des collectivités à l'extérieur de Yellowknife.

Le budget 2014-2015 comprend une estimation de recettes brutes provenant de l'exploitation des ressources associées au transfert des responsabilités s'élevant à 120 millions de dollars. Après les ajustements compensatoires apportés à la subvention de la formule de financement des territoires, le GTNO conservera un solde fiscal de 50 pour cent des recettes d'exploitation des ressources, sous réserve d'un plafond correspondant à 5 pour cent de la base de dépenses brutes de la formule de financement des territoires. Le GTNO s'est engagé à partager jusqu'à 25 pour cent de son solde fiscal avec les gouvernements autochtones. En se fondant sur l'estimation de 120 millions de dollars en recettes brutes d'exploitation des ressources pour l'exercice 2014-2015, le budget estime que la part du solde fiscal revenant aux gouvernements autochtones correspondra à une dépense de 15 millions de dollars. Toutefois, cette part ne sera pas distribuée avant que les redevances de l'année civile 2014 ne soient réellement perçues à la fin de 2015.

La mise en œuvre du transfert des responsabilités ne modifie pas la stratégie budgétaire du GTNO, qui consiste à générer des excédents pour s'assurer que l'infrastructure est financée de manière durable et responsable. L'approche proposée par le GTNO pour gérer les recettes d'exploitation des ressources repose sur le principe de l'équité intergénérationnelle en matière de ressources non renouvelables, qui veille à ce que ces recettes ne soient pas consacrées aux dépenses de fonctionnement. Elles serviront plutôt à investir dans l'infrastructure, à rembourser la dette et à garnir les coffres du Fonds du patrimoine des TNO. Moody's Investors Service a décrit cette approche comme faisant preuve de planification et de discipline budgétaire à long terme, et a considéré qu'elle avait un effet positif dans son évaluation de crédit pour l'année 2013.

À l'automne 2013, le GTNO a entrepris un dialogue public sur la gestion des recettes d'exploitation des ressources. Les résultats montrent que les participants s'entendent généralement pour qu'on n'intègre pas ces recettes au budget de fonctionnement et qu'on les investisse dans des projets et des économies qui bâtiront un héritage pour l'avenir. Pour ce qui est de la part de ces recettes à allouer aux investissements dans l'infrastructure et à verser au Fonds du patrimoine, les avis étaient partagés. Le rapport sur les résultats du dialogue a été publié en janvier 2014. Il servira à éclairer les débats de l'Assemblée législative sur la gestion des recettes d'exploitation des ressources.

Résultats définitifs de l'exercice 2012-2013

L'excédent de fonctionnement a augmenté, passant de 1,3 million de dollars en 2011-2012 à 163 millions en 2012-2013. La croissance sur douze mois de 6,2 pour cent en dépenses de fonctionnement, qui ont atteint 1,450 milliard de dollars, a été largement compensée par une croissance de 17,4 pour cent des recettes, d'un total de 1,645 milliard de dollars. Les recettes ont dépassé les prévisions du budget principal des dépenses de 2012-2013 de 121 millions de dollars. Cette hausse est principalement attribuable à un nouveau traitement comptable des transferts de capitaux, à l'impôt sur

les sociétés qui a dépassé les prévisions, à l'impôt sur le revenu des particuliers et à des recouvrements des dépenses d'exercices précédents.

Budget des dépenses révisé de l'exercice 2013-2014

On prévoit que l'excédent de fonctionnement de 2013-2014 atteindra 130 millions de dollars après les ajustements, soit 17 millions de dollars de plus que ce qui était prévu dans le budget principal des dépenses de 2013-2014. Les dépenses prévues, qui dépassaient les prévisions, ont été contrebalancées par des recettes plus élevées.

Les prévisions révisées des recettes de 2013-2014 dépassent le budget principal des dépenses de 2013-2014 de 56 millions de dollars, les faisant passer de 1,609 milliard de dollars à 1,665 milliard de dollars. La hausse est surtout attribuable à des transferts fédéraux supplémentaires, principalement pour la route reliant Inuvik à Tuktoyaktuk et pour la mise en œuvre du transfert des responsabilités. La hausse a été contrebalancée par des baisses d'impôt sur le revenu des particuliers et des sociétés.

Les dépenses de fonctionnement dépassent les prévisions du budget principal des dépenses de 2013-2014 de 39 millions de dollars, car elles s'élèvent maintenant à 1,536 milliard de dollars. Ces dépenses accrues étaient principalement attribuables à la mise en œuvre du transfert des responsabilités et une saison de lutte contre les incendies fort occupée en 2013.

On prévoit que les dépenses en immobilisations atteindront 283 millions de dollars en 2013-2014, plus du double des prévisions du budget principal des dépenses de 2013-2014. Cette hausse est attribuable pour la plus grande part au début des travaux de construction de la route reliant Inuvik à Tuktoyaktuk, de même qu'à des reports de capital de l'exercice 2012-2013. On prévoit que la dette totale s'élèvera à 582 millions de dollars au 31 mars 2014. En tenant compte des autres véhicules d'emprunt aux fins du plafond d'emprunt imposé par le gouvernement fédéral, on prévoit que le total des emprunts du GTNO représentera 624 millions de dollars au 31 mars 2014, ce qui se traduit par des possibilités d'emprunt de 176 millions de dollars.

Budget 2014-2015

Le budget 2014-2015 propose des dépenses de fonctionnement de 1,613 milliard de dollars et prévoit des recettes de 1,846 milliard de dollars. Après avoir pris en compte les contributions à l'infrastructure et les exigences de réserves supplémentaires, l'excédent de fonctionnement devrait s'élever à 200 millions de dollars.

Les investissements aux infrastructures de 2014-2015, qui ont été approuvés en novembre 2013, devraient totaliser 223 millions de dollars. Les fonds générés par les activités de fonctionnement ne couvriront pas les dépenses en immobilisations planifiées pour 2014-2015. Cela entraînera une hausse de la dette à court terme du GTNO, qui s'élèvera à 236 millions au 31 mars 2015.

On estime que la dette à long terme directe atteint 180 millions de dollars, alors que la dette d'organismes publics comme la Société d'énergie des TNO, la Société d'habitation

des TNO et l'Administration scolaire confessionnelle publique de district de Yellowknife s'élèvera à 204 millions de dollars. Après l'ajout prévu de 46 millions de dollars à d'autres véhicules d'emprunt compris dans la définition du plafond d'emprunt territorial, on s'attend à ce que les possibilités d'emprunt s'élèvent à 658 millions de dollars au 31 mars 2015.

Résumé budgétaire

(en milliers de dollars)

	Réels		Budget principal	Budget des	Budget principal
	2011-2012	2012-2013	des dépenses 2013-2014	dépenses révisé 2013-2014	des dépenses 2014-2015
Recettes	1 401 411	1 645 349	1 609 354	1 665 312	1 845 501
Dépenses de fonctionnement et d'entretien	1 365 586	1 450 199	1 466 824	1 499 274	1 612 922
Contributions à l'infrastructure et autres ajustements	34 507	32 179	29 931	36 234	32 485
Excédent (+) ou déficit (-)	1 318	162 971	112 599	129 804	200 094
Dette du GTNO	344 878	300 411	325 193	369 401	415 487
Dette des organismes publics	222 761	213 015	211 325	212 361	204 481
Total de la dette	567 639	513 426	536 518	581 762	619 969
Emprunts en vertu des règlements sur les emprunts	33 538	47 260	44 247	42 725	38 375
Total des emprunts territoriaux	601 177	560 686	580 765	624 487	658 344
Limite d'emprunt territoriale	800 000	800 000	800 000	800 000	800 000
Pouvoir d'emprunt pour la planification budgétaire	198 823	239 314	219 235	175 513	141 656

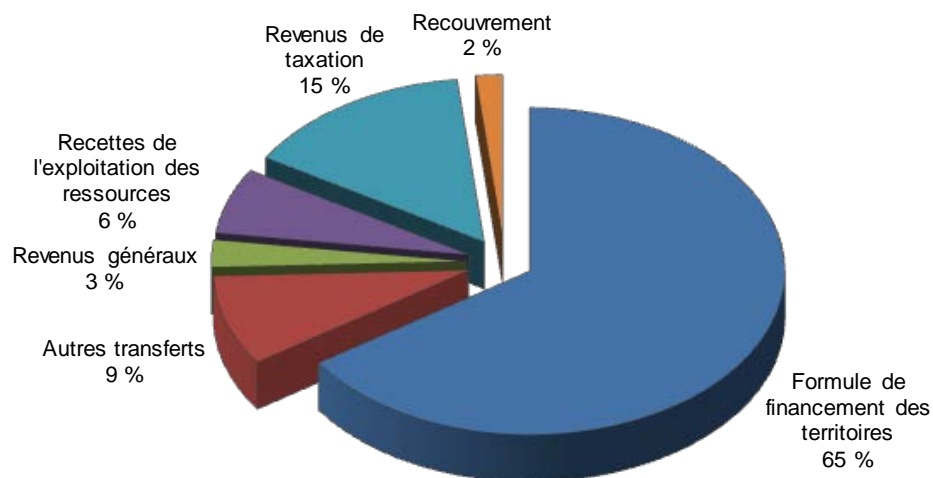
Recettes

On prévoit que les recettes totales augmenteront de 180 millions de dollars, pour atteindre 1,846 milliard de dollars en 2014-2015. Cela représente une croissance de 10,8 pour cent par rapport aux recettes de 1,665 milliard de dollars prévues pour 2013-2014. La majeure partie de la croissance est attribuable à des recettes brutes d'exploitation des ressources prévues s'élever à 120 millions de dollars, de même qu'à un ajustement de 67 millions de dollars à la subvention de la formule de financement des territoires, en raison du transfert des responsabilités liées à la gestion des terres, des eaux et des ressources du Canada au GTNO. La subvention de la formule de financement des territoires continue de constituer la majorité des recettes du GTNO. En 2014-2015, elle devrait représenter 65 pour cent des recettes. On prévoit une diminution de 20 millions de dollars pour les autres transferts, principalement parce que le financement fédéral pour la mise en œuvre du transfert des responsabilités prendra fin.

On prévoit que les recettes autonomes du GTNO constitueront 26 pour cent des recettes totales en 2014-2015. On s'attend à une faible diminution des recettes fiscales, en raison d'une baisse prévue de l'impôt sur les sociétés. La portion restante des recettes autonomes devrait demeurer stable, exception faite des recettes provenant de la réglementation qui reflètent les prévisions de 120 millions de dollars en recettes d'exploitation des ressources et d'autres recettes secondaires associées à l'administration des terres, des eaux et des ressources publiques.

Le budget 2014-2015 ne comporte ni nouvelles taxes ni nouveaux impôts. À compter du 1^{er} avril 2014, les taux par mille d'impôt foncier, la majoration du prix des liqueurs et de nombreux droits seront rajustés en fonction de l'inflation. Le taux de taxe sur le tabac à cigarettes a augmenté, passant de 20,0 cents le gramme à 26,6 cents le gramme, à compter du 1^{er} février 2014. Cela correspond à la politique du GTNO d'ajuster, dans la mesure du possible, les taux de taxe sur le tabac et d'impôt foncier, la majoration du prix des liqueurs et les droits en fonction de l'inflation.

Recettes 2014-2015 du GTNO, par source

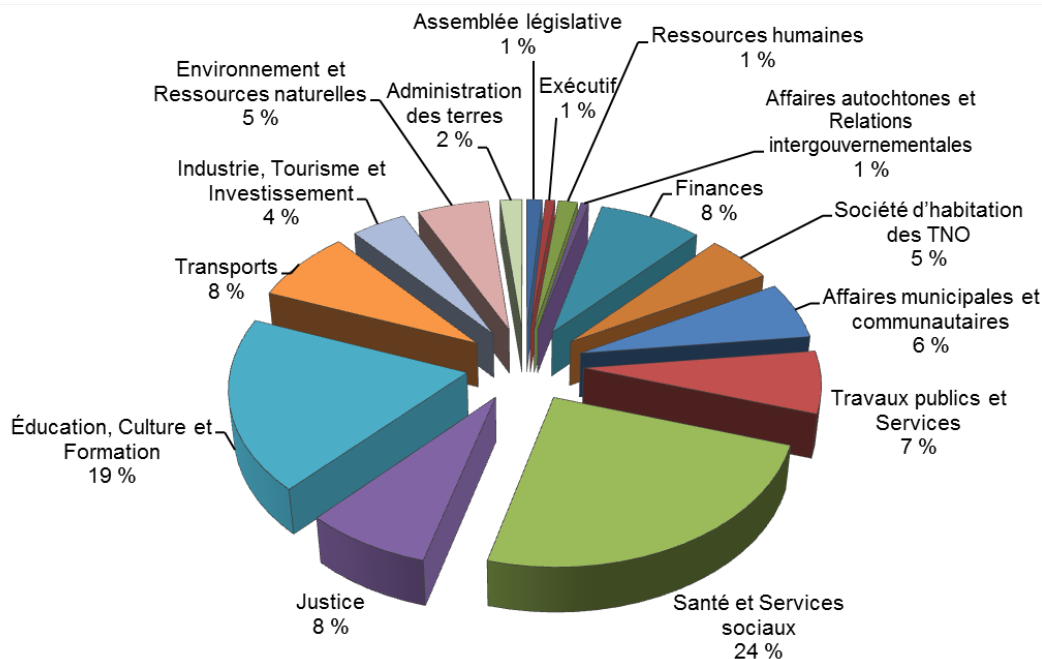


Dépenses de fonctionnement

Pour les dépenses de fonctionnement, le budget 2014-2015 propose 1,613 milliard de dollars. Sur ce montant, 906 millions de dollars sont alloués aux programmes sociaux comme l'éducation, les soins de santé, les services sociaux, le logement, les services de police et le service correctionnel.

Par rapport au budget principal des dépenses 2013-2014, on prévoit que les dépenses de fonctionnement augmenteront de 146 millions de dollars. Cette augmentation est principalement attribuable aux coûts grandissants des programmes et services existants, qui s'élèvent à 54 millions de dollars, de même qu'à des montants de 27 millions de dollars alloués à des initiatives stratégiques et ministérielles, de 59 millions de dollars alloués aux nouvelles responsabilités découlant du transfert des responsabilités, et de 15 millions de dollars alloués à la part du solde fiscal qui revient aux gouvernements autochtones. L'amortissement et d'autres ajustements représentent une autre tranche de 24 millions de dollars. Ces augmentations sont partiellement contrebalancées par la somme de 34 millions de dollars non déboursés pour des programmes temporisés.

Dépenses de fonctionnement 2014-2015, par ministère



Initiatives

Au cours de deux premières années de la 17^e Assemblée législative, le GTNO a collaboré avec des parties intéressées à l'élaboration de stratégies visant l'amélioration du mieux-être et des perspectives d'avenir des Téoïis. Le budget 2014-2015 investit dans des mesures qui découlent de l'achèvement de ces stratégies, dont des initiatives pour s'attaquer à la pauvreté et aux problèmes de santé mentale et de toxicomanie, ainsi que pour soutenir le développement de la petite enfance, la mise en valeur des minéraux, et la diversification économique et énergétique.

Investissements dans la prévention et le mieux-être

Dans l'un de ses objectifs stratégiques, la 17^e Assemblée législative vise à ce que la population soit en santé, instruite et à l'abri de la pauvreté. Pour appuyer l'atteinte de cet objectif, plusieurs cadres stratégiques ont été élaborés avec les parties intéressées, dont le Cadre stratégique anti-pauvreté des TNO, le Plan d'action en santé mentale, alcoolisme et toxicomanie et le Cadre d'action sur le développement du jeune enfant. Le budget 2014-2015 prévoit 7,8 millions de dollars pour financer l'amélioration de la santé, du mieux-être et de l'épanouissement des Téoïis. En voici une description :

- 1 million de dollars pour fournir des aliments sains et nutritifs aux enfants et aux jeunes, par l'entremise des programmes préscolaires, scolaires et parascolaires;
- 500 000 dollars pour établir un programme de financement destiné aux organismes non gouvernementaux et aux gouvernements autochtones, pour faire progresser des initiatives qui soutiennent le Cadre stratégique anti-pauvreté;

- 223 000 dollars pour coordonner des plans d'action territoriaux qui relèvent du Cadre stratégique anti-pauvreté et des réunions avec des parties intéressées, afin de mobiliser des partenariats;
- 680 000 dollars pour aménager des logements de transition dans quatre collectivités où il n'existe pas de marché, afin d'aider les résidents qui trouvent difficilement à se loger et qui ne peuvent se prévaloir des autres programmes et possibilités de logements;
- 150 000 dollars pour financer des refuges de jour, afin de soutenir le Cadre stratégique anti-pauvreté;
- 1,52 million de dollars pour des initiatives qui relèvent du Cadre d'action sur le développement du jeune enfant, dont des services aux futures mères dans les collectivités, le rayonnement des programmes Familles en santé dans les régions et la sensibilisation à l'importance du développement durant la petite enfance;
- 511 000 dollars pour augmenter le nombre de professionnels compétents dans les domaines du préscolaire et des soins de santé qui travaillent au sein de programmes autorisés, au moyen de primes de rendement et d'incitatifs à la formation;

Investissements 2014-2015 en prévention et en mieux-être (en milliers de dollars)

Cadre stratégique anti-pauvreté

Aliments sains pour les enfants et les jeunes	1 000 \$
Initiatives des ONG et des gouvernements autochtones	500
Coordination et participation des parties intéressées	223
Aide aux résidents qui trouvent difficilement à se loger dans des collectivités où il n'existe pas de marché	680
Financement de refuges de jour	150
	2 553 \$

Cadre d'action sur le développement du jeune enfant

Rayonnement des programmes Familles en santé	1 520 \$
Primes de rendement et incitatifs à la formation - Domaines du préscolaire et des soins	511
	2 031 \$

Santé mentale et toxicomanie

Programme territorial de guérison dans la nature	900 \$
Développement de la résilience chez les enfants et les jeunes	500
	1 400 \$

Investissements en mieux-être

Élargissement des services de sages-femmes	515 \$
Programme pilote de gestion intégrée des cas	895
Tribunal spécialisé en mieux-être	305
Agent-éducateur à Behchokò	129
	1 844 \$
	7 828 \$

- 900 000 dollars pour établir des programmes de guérison dans la nature, offerts dans les collectivités et reposant sur les cultures et les traditions autochtones, et pour privilégier les pratiques exemplaires du traitement de la toxicomanie;
- 500 000 dollars pour établir un programme de développement de la résilience chez les enfants et les jeunes, afin d'aider les collectivités à mettre sur pied ou à élargir des programmes visant le développement mental et physique, au moyen de contributions aux centres de jeunes, aux administrations communautaires et aux garderies;
- 515 000 dollars pour élargir les services de sages-femmes, en augmentant les services pour les offrir à Hay River, ce qui comprend deux sages-femmes travaillant à temps plein;
- 895 000 dollars pour établir un programme pilote de gestion coopérative des cas axé sur le mieux-être et visant à supprimer les barrières entre les ministères et les organismes, par l'adoption d'une gestion intégrée des clients communs ayant besoin de traitements pour des problèmes de santé mentale et de toxicomanie;
- 305 000 dollars pour élaborer et mettre en place un Tribunal spécialisé en mieux-être d'une portée plus vaste sur la santé mentale, en offrant une approche novatrice en matière de mieux-être et en réduisant les contacts avec le système juridique;
- 129 000 dollars pour un agent-éducateur à Behchokò.

Investissements dans la croissance économique

Le budget 2014-2015 continue d'investir dans les principales priorités qui soutiennent l'édification d'une économie diversifiée offrant aux collectivités et aux régions des choix et des perspectives d'avenir. Au total, il consacrera 1,2 million de dollars afin de faire avancer des initiatives qui favorisent les possibilités de diversification et renforcent les économies régionales. Des fonds s'élevant à 1,9 million de dollars cibleront des initiatives recommandées par la Stratégie d'exploitation des minéraux, afin de mettre à profit le potentiel minier du territoire de manière viable et de maximiser les possibilités d'emploi et d'affaires pour les résidents. Voici une liste des investissements :

- 461 000 dollars pour soutenir l'industrie du tourisme en diversifiant les produits touristiques, en augmentant l'infrastructure touristique au sein des collectivités, en donnant de la formation sur le tourisme et en établissant un bureau des congrès;
- 150 000 dollars pour dresser des plans économiques régionaux qui incitent les résidents à établir la voie du développement de leur collectivité et de leur région;
- 150 000 dollars pour élaborer une stratégie agricole qui guide la croissance stratégique, les investissements, le renforcement de la capacité agricole et pour augmenter les autres sources de financement;
- 200 000 dollars pour soutenir l'industrie de la pêche commerciale, afin de tirer parti de la demande du marché commercial intérieur;
- 100 000 dollars pour un programme pilote de remise visant à soutenir l'industrie du film aux TNO;

- 100 000 dollars pour soutenir les petites entreprises à l'extérieur des centres régionaux, afin d'attirer des personnes compétentes pour occuper des postes de directeurs d'entreprise, de comptables, de commis-comptables ou de fournisseurs de services professionnels;
- 400 000 dollars pour un nouveau programme de mesures incitatives visant les activités minières aux TNO, afin de susciter davantage d'exploration minière;
- 200 000 dollars pour donner plus de visibilité aux TNO à titre d'endroit prometteur pour l'exploration minière et les investissements en matière de développement;
- 655 000 dollars pour fournir des données et des études plus précises et plus complètes dans le domaine des sciences de la Terre, afin de soutenir le développement économique;
- 200 000 dollars pour évaluer les possibilités d'amélioration de l'accès à la province géologique de Slave, qui constitue la région ayant le plus important potentiel minier aux TNO;
- 162 000 dollars pour soutenir le perfectionnement des travailleurs du secteur minier, par la promotion, l'éducation et l'offre d'une formation d'aide de terrain dans le domaine des sciences de la Terre;
- 100 000 dollars pour aider les organismes et les communautés autochtones dans leurs initiatives visant à maximiser leur participation aux processus de prise de décisions dans le secteur du développement minier;
- 152 000 dollars pour faciliter et améliorer les services de soutien au secteur minier des TNO, en aidant les entreprises ténaises à trouver des possibilités d'offre de services d'approvisionnement à l'industrie minière.

Investissements 2014-2015 en croissance économique (en milliers de dollars)

Stratégie sur les perspectives économiques

Initiatives de promotion du tourisme	461 \$
Élaboration de plans économiques régionaux	150
Élaboration d'une stratégie agricole	150
Soutien à l'industrie de la pêche commerciale des TNO	200
Programme pilote de remise pour soutenir l'industrie du film	100
Programme de stages en entreprise	100
	1 161 \$

Stratégie d'exploitation des minéraux

Création d'un programme de mesures incitatives visant les activités minières aux TNO	400 \$
Promotion des TNO à titre d'endroit prometteur pour l'exploration minière et les investissements en matière de développement	200
Amélioration des données et des études - Sciences de la Terre	655
Étude sur le corridor d'accès à la province géologique de Slave	200
Perfectionnement et formation des travailleurs du secteur minier	162
Aide à la participation des organismes et communautés autochtones	100
Possibilités d'offres de services d'approvisionnement pour les entreprises ténaises	152
	1 869 \$

Investissements dans le secteur énergétique

Le budget 2014-2015 continue d'investir pour diminuer notre dépendance à l'égard des sources d'énergie non renouvelables. Près de 5,4 millions de dollars seront consacrés à réduire le coût élevé de l'énergie et les répercussions de la consommation de combustible fossile sur l'environnement. Voici une liste des investissements :

- 1,4 million de dollars pour terminer l'établissement des coûts et la conception du projet de ligne de transmission de 65 kilomètres qui raccorderait Whati au système hydroélectrique du lac Snare;
- 700 000 dollars pour améliorer l'efficacité énergétique des logements sociaux;
- 700 000 dollars pour financer la Société d'énergie des Territoires du Nord-Ouest dans ses activités de développement des ressources hydroélectriques des TNO et d'étude des autres sources d'énergie possibles, soit le biocombustible, l'énergie géothermique et l'énergie solaire;
- 400 000 dollars pour doter l'Arctic Energy Alliance de conseillers en matière d'énergie dans toutes les régions des TNO, afin de soutenir l'efficacité énergétique et la conservation de l'énergie;
- 100 000 dollars pour renforcer le Programme de mesures incitatives pour l'efficacité énergétique, qui encourage l'achat de modèles d'appareils électroménagers et d'autre équipement plus éconergétiques;
- 200 000 dollars pour soutenir les petites entreprises dans la mise en œuvre de mesures de conservation d'efficacité énergétique pour atténuer le coût élevé de l'énergie, grâce au Programme d'économie d'énergie et d'efficacité énergétique pour le secteur commercial;
- 200 000 dollars pour financer les travaux de pré faisabilité du projet de minicentrale hydroélectrique à la rivière Great Bear;
- 50 000 dollars pour surveiller le niveau de l'eau de la rivière Kakisa, afin de mieux comprendre le potentiel hydroélectrique des TNO et de faire avancer la Stratégie sur l'hydroélectricité des TNO;
- 150 000 dollars pour étudier la faisabilité d'une conversion des génératrices diesel à un combustible biologique, pour qu'elles consomment du gaz naturel liquide;
- 450 000 dollars pour aider les collectivités, les entreprises et les résidents avec les coûts de projets de chauffage au biocombustible à petite échelle, ainsi que pour des initiatives de promotion et de sensibilisation qui font progresser la Stratégie ténosur sur le biocombustible;
- 500 000 dollars pour installer des centrales de production d'électricité par énergie solaire photovoltaïque d'une puissance pouvant atteindre 40 kilowatts dans deux collectivités qui dépendent du diesel pour leurs besoins en énergie;
- 125 000 dollars pour mettre sur pied un projet de microréseau intelligent en région éloignée, en collaboration avec Ressources naturelles Canada, pouvant permettre de réduire la consommation de diesel;
- 100 000 dollars pour appuyer le développement de projets d'énergie éolienne;

Investissements 2014-2015 dans le secteur énergétique (en milliers de dollars)

Raccordement hydroélectrique de Whatl - Établissement des coûts définitifs et conception	1 400 \$
Améliorations de l'efficacité énergétique des logements sociaux	700
Financement de base de la Société d'énergie des Territoires du Nord-Ouest	700
Financement de base pour des conseillers en matière d'énergie - Arctic Energy Alliance	400
Renforcement du Programme de mesures incitatives pour l'efficacité énergétique	100
Programme d'économie d'énergie et d'efficacité énergétique pour le secteur commercial	200
Pré faisabilité du projet de minicentrale hydroélectrique à la rivière Great Bear	200
Surveillance du niveau de l'eau - Potentiel hydroélectrique	50
Étude de faisabilité de conversion au gaz naturel liquide	150
Financement, promotion et évaluation des projets de chauffage au biocombustible	450
Installation de centrales d'électricité produite par énergie solaire photovoltaïque	500
Projet de microréseau intelligent	125
Développement de projets d'énergie éolienne	100
Renforcement du Programme de technologies d'énergie de remplacement	100
Projet de démonstration de véhicules électriques	15
<i>Stratégie sur les gaz à effet de serre</i>	200
	5 390 \$

- 100 000 dollars pour augmenter le financement du Programme de technologies d'énergie de remplacement qui aide les collectivités, les entreprises et les résidents à aménager des projets d'énergie solaire et éolienne à petite échelle;
- 15 000 dollars pour évaluer le potentiel d'utilisation de véhicules électriques dans les collectivités des TNO;
- 200 000 dollars pour soutenir la mise en application de la stratégie sur les gaz à effet de serre, ainsi que pour tenir des inventaires sur les émissions et les inscrire à l'organisme Climate Registry.

Investissements dans la prestation de services

Le GTNO continue d'améliorer les programmes et les services existants pour en augmenter l'efficacité. Un total de 11,5 millions de dollars sera investi dans les priorités de la 17^e Assemblée législative qui visent à garantir la viabilité du système de soins de santé et à répondre aux besoins en matière de logement. Voici la liste de l'affectation de ces fonds :

- 7,2 millions de dollars pour financer les pénuries de services de santé qui découleraient autrement de la fin du financement fédéral versé en vertu de l'Initiative de viabilité du système de santé des territoires (IVSST);
- 790 000 dollars pour continuer la mise en œuvre du nouveau service d'intervention médicale Urgences-médecin, qui fournira aux professionnels de la santé qui travaillent dans les collectivités des services de soutien clinique d'urgence à distance, et assurera le triage et la coordination des services d'ambulance aérienne des TNO;
- 391 000 dollars pour permettre aux administrations des services de santé et des services sociaux de se prévaloir de l'expertise du Centre de services technologiques en systèmes de partage de l'information;
- 1,4 million de dollars pour doter et faire fonctionner la résidence pour personnes âgées Jimmy Erasmus, qui a été inaugurée en janvier 2014;
- 604 000 dollars pour former des préposés aux services de soutien à la personne qui travailleront au nouvel établissement de soins prolongés à Norman Wells;
- 350 000 dollars pour financer les services communautaires d'ambulance terrestre et de secourisme routier aux Territoires du Nord-Ouest;
- 783 000 dollars pour aider les entrepreneurs privés ou les sociétés communautaires à développer des marchés de logements locatifs, dans le cadre du Programme de logement pour les employés.

Investissements 2014-2015 dans la prestation de services (en milliers de dollars)

Financement des pénuries de services découlant de l'expiration de l'IVSST	7 204 \$
Réseau de soutien territorial pour les évacuations et déplacements pour raisons médicales	790
Coûts de rétrofacturation des ASSSS au CST	391
Résidence pour personnes âgées Jimmy Erasmus	1 400
Préposés aux services de soutien à la personne en établissement de soins prolongés	604
Financement des services d'ambulance terrestre et de secourisme routier	350
Financement supplémentaire du Programme de logement pour les employés existant	783
	11 522 \$

Infrastructures

Le budget des immobilisations 2014-2015, qui a été approuvé le 7 novembre 2013, prévoit des investissements de 193 millions de dollars dans les infrastructures ainsi que de 29 millions de dollars dans des contributions aux infrastructures, dont :

- 86 millions de dollars pour les routes et les routes d'hiver à l'échelle des TNO, dont 70 millions de dollars sont réservés à la route reliant Inuvik à Tuktoyaktuk, qui sera financée aux deux tiers par le gouvernement fédéral;

- 59 millions de dollars pour des remplacements et des rénovations dans les établissements de santé, dont 19 millions de dollars pour l'hôpital H. H. Williams Memorial à Hay River, 21 millions de dollars pour remplacer le centre de santé de Norman Wells et y construire un nouvel établissement de soins prolongés et le premier financement nécessaire à la planification du projet visant l'Hôpital territorial Stanton;
- 28 millions de dollars en méthode de financement préétablie pour les infrastructures communautaires;
- 18 millions de dollars pour de petits projets d'immobilisations dans l'ensemble des ministères;
- 16 millions de dollars pour achever la construction d'un nouvel immeuble de bureaux à Yellowknife;
- 8 millions de dollars pour des projets de technologies d'information;
- 4 millions de dollars pour poursuivre le programme du fonds de rénovations des immobilisations, afin d'augmenter l'efficacité éconergétique des édifices existants du GTNO;
- 3 millions de dollars pour des améliorations qui seront apportées aux immobilisations des parcs des TNO.

De plus, les avoirs qui seront transmis lors du transfert des responsabilités totaliseront 7,3 millions de dollars, ce qui donne un nouveau total de 230 millions de dollars. Le budget principal des dépenses 2014-2015 comprend aussi 31 millions de dollars pour investir dans le logement, grâce au plan d'immobilisations 2014-2015 de la Société d'habitation des TNO. En comptant l'investissement proposé pour la Société d'habitation des TNO, le total des investissements prévus pour les infrastructures s'élèvera à 261 millions de dollars en 2014-2015.

Perspectives à moyen terme

Grâce à son plan financier, le GTNO a protégé ses programmes et services essentiels, tout en faisant des investissements stratégiques dans les infrastructures. Le GTNO reste déterminé à suivre une stratégie budgétaire consistant à gérer la croissance des dépenses en fonction de celle des recettes, ainsi qu'à respecter la politique de gestion responsable des finances. Cette planification financière prudente tient compte du ralentissement de la croissance des recettes, partiellement attribuable à une croissance démographique stagnante.

Pour répondre au besoin de croissance économique, le GTNO continuera de faire des investissements stratégiques dans les infrastructures. En vertu de ce plan, le GTNO collaborera avec le gouvernement fédéral pour augmenter le plafond d'emprunt imposé par ce dernier, en tenant compte du fait que la plupart des emprunts actuels du GTNO s'autofinancent et du rôle essentiel que joueront les infrastructures dans la croissance de l'économie des TNO.

Pour augmenter les perspectives économiques et redresser le déficit des établissements de santé, les priorités suivantes ont été dégagées :

- Un lien de fibre optique de 1 100 km dans la vallée du Mackenzie fera bénéficier les collectivités de Fort Simpson à Inuvik d'une connexion haute vitesse à Internet. Ce type de connectivité a le potentiel de révolutionner la prestation de services, allant de la vitesse à laquelle les dossiers médicaux sont transmis aux professionnels de la santé à la distribution de programmes éducatifs. Le lien de fibre optique permettra aussi à Inuvik de devenir le premier site de télédétection au monde.
- La création d'un réseau électrique ténois unique stabilisera le coût de l'énergie des collectivités et des clients qui choisiront de s'y raccorder. Elle répartira les coûts entre les clients potentiels des TNO, en réalisant des économies d'échelle. Le réseau électrique ténois sera créé en reliant les réseaux existants du lac Snare et de la rivière Taltson, ainsi qu'en prolongeant la ligne de transmission située au nord-est de Yellowknife, pour permettre à de nouveaux clients de s'y raccorder.
- Une route praticable toute l'année entre Wrigley et Norman Wells resserrera les liens entre les collectivités, réduira le coût de la vie pour les résidents des TNO et augmentera la concurrentialité des entreprises et des projets des secteurs pétrolier et gazier. Après le début de la construction de la route reliant Inuvik à Tuktoyaktuk en 2013, cette route représente la prochaine étape vers la réalisation de la vision nationale d'une route praticable toute l'année traversant la vallée du Mackenzie jusqu'au littoral de l'océan Arctique.
- Les rénovations de mi-durée apportées à l'Hôpital territorial Stanton permettront de combler les besoins actuels et futurs des résidents des TNO en soins de santé. En commençant à investir dans ce projet vital dès maintenant, la construction pourra se dérouler en plusieurs phases, minimisant ainsi les interruptions des soins de qualité administrés par notre infrastructure porte-étendard en soins de santé.

Le GTNO surveillera de près les dépenses de fonctionnement pour veiller à ce qu'elles soient adéquatement financées par les recettes, pour obtenir la marge de manœuvre financière permettant de réduire le déficit en matière d'infrastructures selon sa capacité de financement.

Le tableau ci-dessous illustre les perspectives à moyen terme du GTNO. Au 31 mars 2015, on prévoit que le GTNO disposera d'un pouvoir d'emprunt de 142 millions de dollars selon le plafond d'emprunt imposé par le gouvernement fédéral.

Perspectives à moyen terme*(en millions de dollars)*

	<i>Budget des dépenses révisé</i>		<i>Budget principal des dépenses</i>	<i>Projection</i>	<i>Projection</i>	<i>Projection</i>
	<i>Réels</i>	<i>2013-14</i>	<i>2014-15</i>	<i>2015-16</i>	<i>2016-17</i>	<i>2017-18</i>
	2012-13	2013-14	2014-15	2015-16	2016-17	2017-18
Revenues	1 645	1 665	1 845	1 870	1 844	1 862
Expenditures	(1 482)	(1 536)	(1 645)	(1 695)	(1 732)	(1 769)
Excédent (+) ou déficit (-)	163	130	200	175	112	93
Dépenses en immobilisations nécessaires	147	169	194	227	190	161
Excédent de trésorerie accumulé (déficit) au 31 mars	(122)	(191)	(235)	(193)	(187)	(156)
Total de la dette garantie ¹	(254)	(250)	(239)	(243)	(251)	(240)
Dette à long terme ²	(185)	(183)	(184)	(184)	(263)	(260)
Total de la dette	(561)	(624)	(658)	(620)	(701)	(656)
Limite d'emprunt autorisée	800	800	800	800	800	800
Capacité d'emprunt disponible	239	176	142	180	99	144

¹ Comprend la Société d'énergie des TNO, la NWT Energy Corporation et la Société d'habitation des TNO.

² Comprend la dette contractée pour financer la construction du pont dans le Deh Cho et l'administration scolaire confessionnelle publique. Le total peut ne pas correspondre à la somme des chiffres individuels, car il a été arrondi.

Risques pour les perspectives

À l'heure actuelle, les principaux risques budgétaires sont la croissance ralentie des recettes, la volatilité des recettes et les dépenses imprévues. Comme le niveau de la dette demeure très raisonnable, avec des frais de services de la dette inférieurs à 1 pour cent des recettes, le risque d'endettement est faible.

Les transferts continuent de constituer la majorité des recettes, représentant 74 pour cent de leur total. Dans presque tous les cas, les transferts que reçoit le GTNO sont calculés selon une formule de financement qui détermine leur taux de croissance en se fiant largement sur sa croissance démographique par rapport à l'ensemble du Canada. Malgré la stabilité sur douze mois qu'entraînent les transferts, si la démographie demeure inchangée, ou baisse comme ce fut le cas en 2013, le risque qu'ils baissent à moyen terme est considérable. La subvention de la formule de financement des territoires dépend également de la croissance des dépenses des gouvernements provinciaux et des administrations locales. Les récentes mesures d'austérité budgétaire adoptées par ces deux ordres de gouvernement ralentissent également la croissance de la subvention.

Les recettes autonomes ont toujours été vulnérables, particulièrement au risque de la volatilité de l'impôt des sociétés. Toutefois, la subvention de la formule de financement des territoires est adaptable, ce qui permet de contrebalancer certaines retombées de ces risques. Mais même si elle ne s'adapte pas immédiatement, en raison d'un délai de deux années dans son calcul, les variations des recettes autonomes finissent par être contrebalancées dans une large mesure.

D'un autre côté, les variations des recettes d'exploitation des ressources ne seront pas contrebalancées par la subvention. Ces recettes ne font pas partie du calcul de la

subvention. Toute hausse ou baisse soudaine de leur niveau se répercutera directement sur le budget. Ces recettes sont fortement corrélées aux fluctuations du prix des produits de base, aux hauts et aux bas des taux de change et aux décisions opérationnelles des propriétaires des ressources. C'est pourquoi il est difficile de les prévoir et qu'il importe de maintenir une certaine souplesse budgétaire, afin de pouvoir absorber les variations imprévues pouvant être considérables. Le GTNO atténue une partie du risque de volatilité associé à ces recettes en s'engageant à ne pas les utiliser dans le budget de fonctionnement.

Les risques liés aux dépenses de fonctionnement continuent d'être associés à des événements imprévus comme des besoins extraordinaires de lutte contre les incendies ou des catastrophes naturelles. Lorsqu'on entreprend des projets d'immobilisations considérables comme celui de la route reliant Inuvik à Tuktoyaktuk, les dépassements des coûts de ces dépenses en immobilisations peuvent avoir une incidence sur le cadre financier.

Bilan des opérations

	(en milliers de dollars)			
	Budget principal des dépenses 2014-2015	Budget des dépenses révisé 2013-2014	Budget principal 2013-2014	Réels 2012-2013
RECETTES	1 845 501	1 665 312	1 609 354	1 645 349
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT				
Rémunération et avantages sociaux	351 554	314 428	306 573	301 880
Subventions et contributions	751 199	696 813	696 810	682 068
Autres dépenses	424 936	408 709	381 916	393 112
Amortissement	85 233	79 324	81 525	73 139
TOTAL DES DÉPENSES À ÊTRE VOTÉES	1 612 922	1 499 274	1 466 824	1 450 199
EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT (DÉFICIT) AVANT AJUSTEMENTS	232 579	166 038	142 530	195 150
CONTRIBUTIONS À L'INFRASTRUCTURE	(29 263)	(36 541)	(29 931)	(31 993)
ENTRETIEN DIFFÉRÉ	(3 400)	-	-	-
Profit net (perte) du Fonds de stabilisations des produits pétroliers	178	307	-	(186)
BESOINS SUPPLÉMENTAIRES	(30 000)	-	(20 000)	-
ÉCARTS D'AFFECTATION ESTIMÉS	30 000	-	20 000	-
TRAVAUX EFFECTUÉS POUR D'AUTRES				
Recouvrement	50 654	65 536	60 025	62 892
Dépenses	(50 654)	(65 536)	(60 025)	(62 892)
EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT POUR L'EXERCICE	200 094	129 804	112 599	162 971
EXCÉDENT ACCUMULÉ AU DÉBUT DE L'EXERCICE	1 362 231	1 232 427	877 342	1 069 456
EXCÉDENT ACCUMULÉ À LA FIN DE L'EXERCICE	1 562 324	1 362 231	989 941	1 232 427

Résumé des recettes

	(en milliers de dollars)			
	Budget principal des dépenses 2014-2015	Budget des dépenses révisé 2013-2014	Budget principal 2013-2014	Réels 2012-2013
SUBVENTION DU CANADA	1 208 840	1 121 244	1 121 244	1 070 023
PAIEMENTS DE TRANSFERTS	164 902	184 455	116 659	145 723
RECETTES FISCALES				
Impôt sur le revenu des particuliers	104 862	87 152	98 107	105 360
Impôt des sociétés	53 119	78 995	88 034	108 422
Taxe sur le tabac	15 826	15 437	16 591	15 587
Taxe sur le carburant	18 890	18 651	18 456	18 608
Charges sociales	45 206	43 283	43 180	41 619
Impôt foncier et taxes scolaires	27 885	27 572	25 953	27 058
Taxe d'assurance	4 960	4 850	4 445	4 763
	270 748	275 940	294 766	321 417
RECETTES GÉNÉRALES				
Recettes nettes des fonds renouvelables	25 372	24 980	24 980	25 136
Recettes provenant de la réglementation	143 046	20 539	20 786	19 407
Revenus de placements	1 130	8 363	1 123	3 951
Bail	5 368	3 749	3 754	4 197
Programme	21 790	21 686	21 686	25 652
Subventions en nature	593	593	593	635
Produits de base, vente d'actifs et autre	712	763	763	1 520
Recouvrement de dépenses d'exercices antérieurs	3 000	3 000	3 000	27 688
	201 011	83 673	76 685	108 186
RECETTES TOTALES	1 845 501	1 665 312	1 609 354	1 645 349

Résumé des dépenses de fonctionnement, par ministère

	(en milliers de dollars)			
	Budget principal des dépenses 2014-2015	Budget des dépenses révisé 2013-2014	Budget principal 2013-2014	Réels 2012-2013
Assemblée législative	18 989	18 241	18 239	18 096
Exécutif	11 563	27 002	17 243	14 079
Ressources humaines	23 636	22 465	23 391	21 295
Affaires autochtones et Relations intergouvernementales	9 195	8 755	8 755	7 622
Finances	210 630	177 784	177 186	161 764
Affaires communautaires et municipales	99 451	98 729	98 786	94 342
Travaux publics et Services	108 915	106 983	104 505	98 165
Santé et Services sociaux	391 929	365 479	363 856	373 956
Justice	124 955	116 383	116 441	114 671
Éducation, Culture et Formation	305 599	300 195	299 611	292 096
Transports	126 161	120 199	117 011	123 029
Industrie, Tourisme et Investissement	67 541	51 000	50 235	49 051
Environnement et Ressources naturelles	87 528	86 059	71 565	82 033
Administration des terres	26 830	-	-	-
TOTAL DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT	1 612 922	1 499 274	1 466 824	1 450 199

Résumé des investissements dans les infrastructures, par ministère

	(en milliers de dollars)			
	Budget principal des dépenses 2014-2015	Budget des dépenses révisé 2013-2014	Budget principal 2013-2014	Réels 2012-2013
Immobilisations corporelles				
Assemblée législative	329	-	-	725
Ressources humaines	441	417	300	183
Finances	450	600	-	1 073
Affaires municipales et communautaires	-	-	-	-
Travaux publics et Services	27 900	29 248	24 536	9 878
Santé et Services sociaux	60 488	66 731	36 381	30 000
Justice	4 088	1 646	799	880
Éducation, Culture et Formation	2 479	7 456	1 276	18 388
Transports	90 400	134 433	26 250	83 654
Industrie, Tourisme et Investissement	5 313	2 929	2 060	610
Environnement et Ressources naturelles	5 091	3 008	1 861	2 140
Administration des terres	461	-	-	-
Total des immobilisations corporelles¹	197 440	246 468	93 463	147 531
Contributions à l'infrastructure				
Affaires municipales et communautaires	28 002	34 454	28 002	31 415
Éducation, Culture et Formation	1 261	2 087	1 929	578
Contributions à l'infrastructure	29 263	36 541	29 931	31 993
Entretien différé				
Travaux publics et Services	2 000	-	-	-
Santé et Services sociaux	1 400	-	-	-
Entretien différé	3 400	-	-	-
TOTAL DES INVESTISSEMENTS EN INFRASTRUCTURE	223 303	283 009	123 394	179 524

1. Comprend 7,3 millions de dollars en immobilisations remis en raison du transfert des responsabilités, montant qui n'était pas compris dans le budget des immobilisations de 2014-2015.

Résumé de la dette et capacité d'emprunt estimée

	(en milliers de dollars)			
	Budget principal des dépenses 2014-2015	Budget des dépenses révisé 2013-2014	Budget principal 2013-2014	Réels 2012-2013
DETTE À COURT TERME				
GTNO	235 509	191 169	142 791	121 617
Autres organismes publics	-	-	-	-
Société d'hydro des Territoires du Nord-Ouest	5 000	9 000	8 000	5 979
	240 509	200 169	150 791	127 596
DETTE À LONG TERME DU GTNO				
Pont de Deh Cho - Obligations à rendement réel	179 241	177 428	181 600	177 927
Société canadienne d'hypothèques et de logement	737	804	802	867
DETTE DES ORGANISMES PUBLICS				
Société d'hydro des Territoires du Nord-Ouest	186 306	188 749	188 821	191 068
Société d'habitation des TNO	10 862	11 633	11 525	12 359
Administration scolaire confessionnelle publique de district de Yellowknife	2 313	2 979	2 979	3 609
TOTAL DE LA DETTE	619 969	581 762	536 518	513 426
OBLIGATIONS LIÉES À DES CONTRATS DE LOCATION-ACQUISITION				
GTNO	1 637	1 971	1 915	2 268
Société d'habitation des TNO	602	1 216	2 755	2 063
Société d'hydro des Territoires du Nord-Ouest	18 821	19 226	19 226	19 631
GARANTIES DE PRÊT				
Société d'habitation des TNO	24 734	26 858	27 550	28 974
TOTAL DE L'EMPRUNT BRUT SELON LES NORMES VISANT L'EMPRUNT	665 763	631 033	587 964	566 362
MOINS :				
FONDS D'AMORTISSEMENT VISÉS PAR UNE AFFECTATION D'ORIGINE EXTERNE				
Société d'énergie des Territoires du Nord-Ouest	(7 419)	(6 546)	(7 199)	(5 676)
EMPRUNTS TERRITORIAUX	658 344	624 487	580 765	560 686
PLAFOND D'EMPRUNT TERRITORIAL	800 000	800 000	800 000	800 000
POUVOIR D'EMPRUNT DISPONIBLE AUX FINS DE PLANIFICATION BUDGÉTAIRE	141 656	175 513	219 235	239 314

TAUX DE TAXES ET D'IMPOSITION PROVINCIAUX ET TERRITORIAUX AU 1^{ER} JANVIER 2014

	Taux PIT maximal combiné ^(a) (%)	Taxe de vente au détail (%)	Taxe sur les carburants ^(b)		Taxe sur le tabac ^(c) (\$ par carton)	Charges sociales ^(d) (%)	Impôt des sociétés		Impôt sur le capital des institutions financières (%)
			Essence (¢ par litre)	Diesel (¢ par litre)			Petites (%)	Grandes (%)	
Territoires du Nord-Ouest	43.05	-	10.70	9.10	57.20	2.00	4.0	11.5	-
Nunavut	40.50	-	6.40	9.10	50.00	2.00	4.0	12.0	-
Yukon	42.40	-	6.20	7.20	42.00	-	4.0	15.0	-
Colombie-Britannique	45.80	7.0	21.17	22.67	44.60	-	2.5	11.0	-
Alberta	39.00	-	9.00	9.00	40.00	-	3.0	10.0	-
Saskatchewan	44.00	5.0	15.00	15.00	50.00	-	2.0	12.0	3.25
Manitoba	46.40	8.0	14.00	14.00	58.00	2.15	0.0	12.0	3.0
Ontario	49.53	8.0	14.70	14.30	24.70	1.95	4.5	11.5	-
Québec	49.97	9.975	19.20	20.20	25.80	4.26	8.0	11.9	-
Nouveau-Brunswick	46.84	8.0	13.60	19.20	38.00	-	4.5	12.0	4.0
Nouvelle-Écosse	50.00	10.0	15.50	15.40	47.04	-	3.0	16.0	4.0
Île-du-Prince-Édouard	47.37	9.0	13.10	20.20	45.00	-	4.5	16.0	5.0
Terre-Neuve-et-Labrador	42.30	8.0	16.50	16.50	41.00	2.00	4.0	14.0	4.0
Moyenne pondérée ^(e)	47.47	7.3	15.91	16.34	32.59	1.85	4.6	11.6	0.5

Notes :

(a) Plus hauts taux d'imposition du revenu et de la surtaxe des particuliers fédéral-provincial-territorial combinés, en vigueur pour l'année d'imposition 2014.

(b) Le taux de taxe sur l'essence aux fins non routières est de 6,4 cents le litre aux TNO. En Colombie-Britannique, les taux de taxe sur le carburant comprennent une taxe sur les émissions carboniques et sont en vigueur dans les régions situées à l'extérieur de Victoria et du Lower Mainland. En Colombie-Britannique, les taux de taxe sur les émissions carboniques sont uniformes à l'échelle de la province; toutefois, les taux de taxe sur le carburant sont différents d'une région à l'autre. Les taux de taxe sur l'essence varient également d'une région à l'autre au Québec.

(c) La Colombie-Britannique, le Manitoba, le Nouveau-Brunswick, Terre-neuve, la Nouvelle-Écosse, l'Ontario et la Saskatchewan appliquent la taxe de vente sur les produits du tabac.

(d) Les TNO et le Nunavut prélèvent un impôt sur le salaire des employés. Les autres provinces qui prélèvent de l'impôt sur le salaire accordent des exemptions aux petites entreprises, ou les taux varient en fonction de l'importance de la masse salariale.

(e) La moyenne est pondérée selon les populations provinciales ou territoriales au 1er juillet 2013.